

Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Septembre 2019

POLOGNE	1
HONGRIE	19
REPUBLIQUE TCHEQUE	21
LETTONIE	23
LITUANIE	24
ESTONIE	25

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,3 PLN

Nominations

- Suite au retrait de la candidature de M. Krzysztof Szczerski (chef du cabinet du Président) au poste de Commissaire européen, M. Janusz Wojciechowski est le nouveau candidat proposé par le gouvernement polonais. Il pourrait être nommé Commissaire à l'agriculture. La candidature de M. Janusz Wojciechowski, actuellement membre de la Cour des comptes européenne, serait plus sûre et moins controversée que celle de M. Szczerski, n'étant pas engagé dans l'actualité politique ni les réformes mettant en question l'Etat de droit. L'agriculture est aussi un portefeuille plus technique.
- Le Ministre de l'Environnement a nommé M. Piotr Woźny au poste de Président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW). Jusqu'à présent M. Woźny était sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies et plénipotentiaire du gouvernement pour la réalisation du programme « Air Pur ».
- Le quotidien Dziennik Gazeta Prawna relève que tandis que la campagne électorale bat son plein, les autorités du PiS discutent en coulisses d'une nouvelle répartition des portefeuilles ministériels. Le parti pense à une consolidation des portefeuilles économiques et à la création d'un centre de commandement économique. Ainsi le ministère des Infrastructures serait supprimé et serait absorbé par l'actuel ministère des Investissements et du Développement. Un seul ministère aurait sous sa tutelle l'Energie et le Climat (en ce moment ces domaines sont repartis entre trois ministères). Le nouveau concept élargirait les compétences du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur aux questions des innovations et du numérique. Le parti réfléchit également à la réactivation du ministère du Trésor qui surveillerait les entreprises d'Etat.

Financements

- La BEI a proposé de ne plus financer après 2020 de nouveaux projets basés sur les combustibles fossiles. Cette proposition porte aussi bien sur l'exploitation du pétrole et du gaz que sur l'infrastructure gazière et sur la production d'énergie à partir des combustibles fossiles. Cette proposition de la BEI fait partie de la nouvelle stratégie de la BEI en matière de crédits. Elle pourrait toutefois se heurter au veto des Etats-membres dont les économies dépendent du charbon et de l'Italie où la BEI cofinance la construction du Gazoduc Trans-adriatique. La nouvelle Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a fait appel à la BEI afin qu'elle destine la moitié de ses fonds aux investissements dans les projets écologiques.
- M. Kwieciński, Ministre des Investissements et du Développement, a présenté le bilan des allocations des fonds européens du budget 2014-2020 à la fin du mois de juillet 2019. La valeur du cofinancement par ces fonds a porté sur 52 238 projets et s'est élevée à 250,1 Md PLN (58,2 Md EUR), tandis que la valeur globale de ces projets a atteint 410 Md PLN (95,3 Md EUR). D'après le Ministre Kwieciński l'allocation des fonds de la perspective financière 2014-2020 est plus efficace à la même époque que celle de la perspective précédente.

- Le 20 septembre les jeunes Polonais se sont mobilisés dans 71 villes pour lutter contre le changement climatique. La plus grande manifestation a eu lieu à Varsovie et a réuni plus de 10 000 personnes. Une forte augmentation du nombre de villes participantes à la grève pour le climat (17 villes ont rejoint la grève en mars 2019) prouve une sensibilisation accrue des Polonais en matière de changement climatique. Cette tendance se manifeste également dans les résultats d'un sondage effectué récemment par l'organisation britannique 'Hope not Hate' :
 - 83% des Polonais reconnaissent l'incidence du changement climatique sur la multiplication des phénomènes extrêmes dans leur entourage,
 - 60% des personnes interrogées considèrent comme insuffisantes les actions du gouvernement en faveur du climat,
 - 83% des sondés estiment que l'électricité « grise » provoque des problèmes de santé.

Dans les six revendications les participants de la grève pour le climat ont appelé à :

- 1) mener une politique climatique basée sur les rapports du GIEC,
- 2) reconnaître par le gouvernement polonais l'état de catastrophe climatique par une déclaration sur l'état de la crise climatique,
- 3) inclure la connaissance complexe et actuelle sur les mécanismes de crise climatique dans le programme de base à tous les niveaux de l'enseignement,
- 4) assumer la responsabilité de la sensibilisation de la société en matière climatique par les médias,
- 5) adopter par la diète polonaise une loi mettant en place un Conseil Climatique indépendant et qualifié,
- 6) prendre immédiatement des mesures visant à réaliser une transition juste pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

De plus, les manifestants ont adressé une lettre aux chefs de tous les partis polonais dans laquelle ils les appellent à « leur garantir ainsi qu'aux générations successives une chance réelle de survie ». Dans sa lettre Henryk Kowalczyk, ministre de l'Environnement a remercié les étudiants et les écoliers pour leur engagement en faveur du climat en leur assurant que « leur voix est entendue ». Il a également rappelé les décisions prises lors de la COP24 à Katowice ainsi que les mesures prises par le gouvernement pour améliorer la qualité de l'air, soit les Programmes « Air Pur » (*Czyste Powietrze*) et « Mon Electricité » (*Mój Prąd*). Le ministre a aussi exprimé l'espoir que la présence des jeunes à la grève était le début de bons changements.

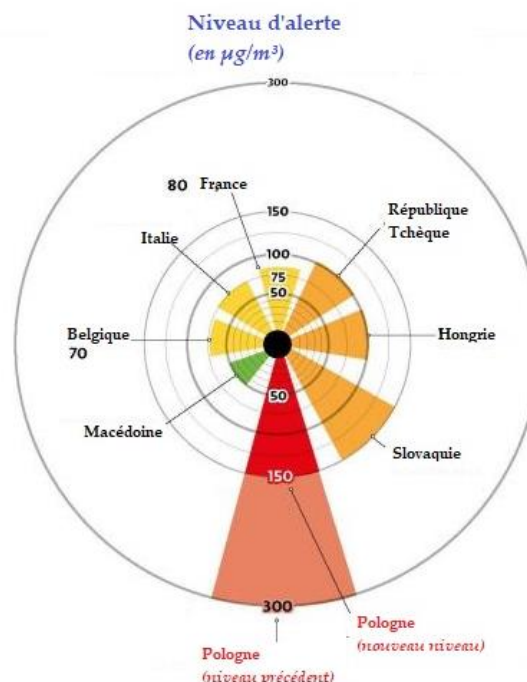
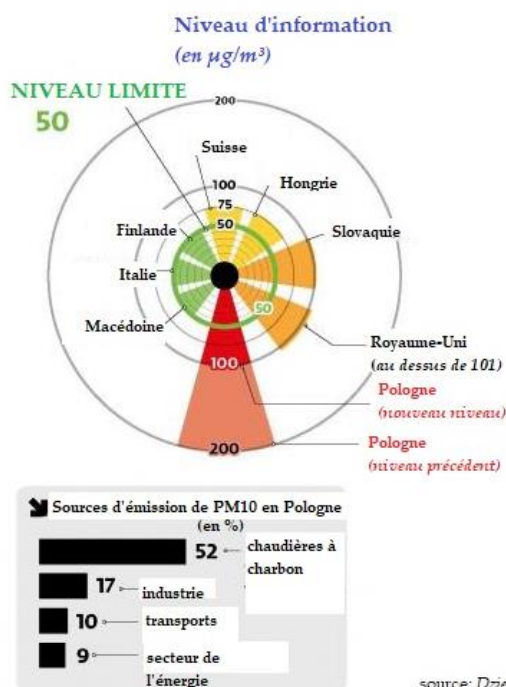
- Dans le cadre de la III^{ème} édition des subventions de l'EEE (l'Espace économique européen) 2014-2021 et de la Norvège la Pologne pourra bénéficier d'un cofinancement à hauteur de 140 M EUR pour les projets dans le domaine de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique qui sont les secteurs prioritaires des subventions de l'EEE et de la Norvège pour la période 2014-2021. Cette fois-ci les subventions sont adressées en priorité aux entreprises privées.

Qualité de l'air

- Les trois ministères : 1. de l'entrepreneuriat et des technologies, 2. des investissements et du développement, 3. des infrastructures travaillent sur un paquet de législation qui permettra de créer les zones à faibles émissions dans les villes polonaises. La nouvelle réglementation devrait être prête au cours du mandat actuel de la diète. Pour rappel, en janvier 2018, le Parlement polonais a adopté la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs qui instaure, entre autres, la possibilité de constituer des zones de transport propre dans les villes où l'accès des véhicules classiques serait interdit. Initialement un tel accès devait être payant (maximum 30 PLN, soit 7,15 EUR), mais les députés ont retiré cette disposition du projet contre l'avis des collectivités. Néanmoins, vu la liste très restrictive des véhicules pouvant entrer dans ces zones, peu de villes décideraient d'appliquer cette solution.
- Le ministère de l'entrepreneuriat et des technologies prépare l'amendement de la loi sur la protection de l'environnement et de la loi sur l'Inspection commerciale visant à éliminer du marché polonais des chaudières utilisées principalement par les ménages et qui ne sont pas conformes aux règles imposées sur les standards d'émissions pour de nouvelles chaudières d'une puissance inférieure à 500 kW (principalement utilisées par les ménages), entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2017. Pour rappel, conformément à cet arrêté, seules les chaudières classées 5 étoiles peuvent être produites sur le marché polonais à partir du 1^{er} octobre 2017 et mises sur le marché à partir du 1^{er} juillet 2018. Vu les lacunes de la réglementation, les chaudières polluantes sont toujours présentes sur le marché polonais. Pour y remédier, la nouvelle réglementation, qui devrait être mise en place dans les semaines à venir, permettra de limiter la mise sur le marché des produits non conformes aux normes et d'infliger des amendes plus élevées.
- Henryk Kowalczyk, ministre de l'environnement, a signé un arrêté fixant des normes élevées d'information et d'alerte en cas d'épisode de pollution atmosphérique. Conformément à la nouvelle réglementation la procédure d'alerte sera déclenchée suite au dépassement du seuil de 150 µg/m³ pour les particules PM10, la procédure d'information sera déclenchée pour les particules PM10 sur constat du dépassement du seuil d'information de 100 µg/m³. Pour rappel, en avril courant le ministère de

l'Environnement a proposé de nouveaux seuils d'alerte de la pollution de l'air, soit 250 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ au lieu de 300 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour les PM10, mais cette proposition a été fortement critiquée par les experts des associations chargées de la protection de l'air qui soulignaient que même après leur abaissement, les seuils d'alerte polonais étaient toujours les plus élevés en Europe. De plus, la proposition du ministère de l'Environnement n'a pas été acceptée par le ministère de la Santé. La nouvelle réglementation devrait entrer en vigueur au début du mois d'octobre 2019.

PARTICULES PM10



source: Dziennik Gazeta Prawna du 18/09/2019

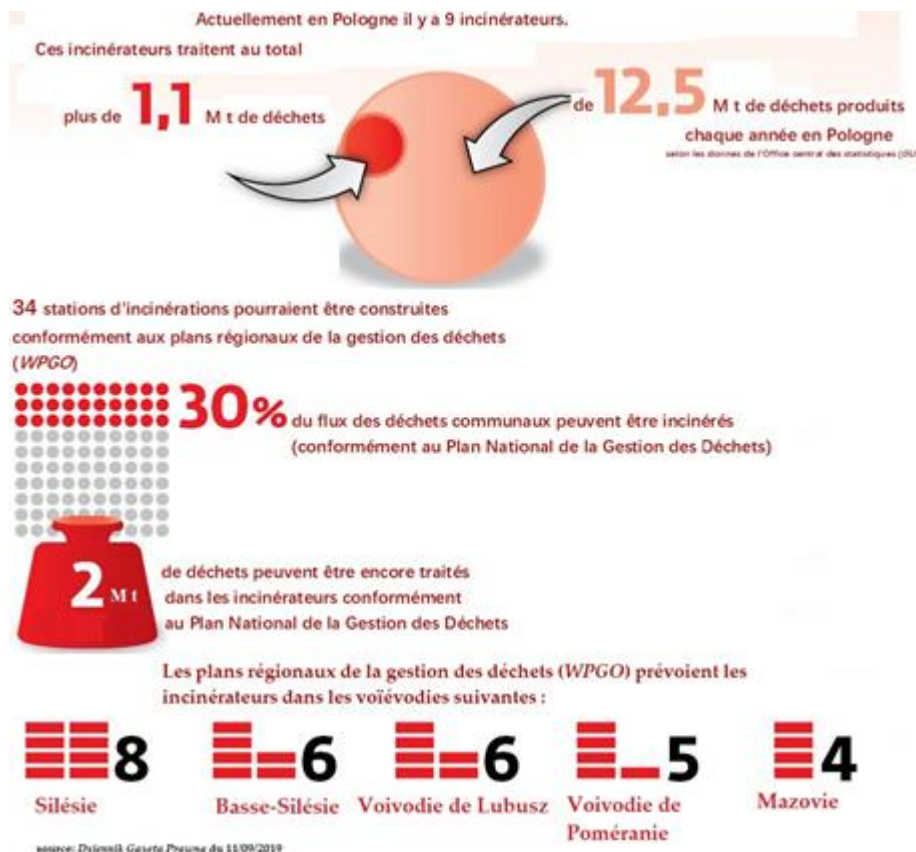
Eau

- Conformément au dernier amendement de la loi sur l'eau, à partir du 1^{er} janvier 2020, le Service hydrologico-météorologique national, le Service hydrogéologique national et le Service national de la sécurité des barrages seront financés sur le budget de l'Etat et non, comme c'est le cas aujourd'hui, sur celui de l'agence nationale « Eaux Polonaises » (*Wody Polskie*). De plus, conformément à cet amendement, les droits de propriété sur les voies de navigation intérieures d'une importance particulière pour les transports seront exercés par l'entreprise « Eaux Polonaises » et non par le Ministère de l'économie maritime et de la navigation fluviale.
- D'après les dernières informations du Ministère de l'économie maritime et de la navigation fluviale les besoins d'investissement dans la gestion de l'eau dans les communes polonaises sont estimés à 12 Md PLN, soit 2,8 Md EUR (ce montant a été calculé sur la base d'une enquête facultative adressée aux communes). Par contre, selon les collectivités locales, les entreprises chargées de la gestion de l'eau et les experts du secteur de la gestion de l'eau, ce montant est largement sous-estimé. D'après eux, pour couvrir tous les investissements indispensables dans l'eau et l'assainissement il faut plus de 60 Md PLN (14 Md EUR). En ce qui concerne le cofinancement de ces investissements dans le cadre de l'enveloppe européenne actuelle, les experts redoutent que les bénéficiaires ne puissent utiliser que des instruments remboursables qui financeraient jusqu'à 30% de l'investissement.

Déchets

- Le 10 septembre courant le Conseil des Ministres a validé « La feuille de route pour l'économie circulaire » préparée par le Ministère de l'entrepreneuriat et des technologies. Les auteurs du document se sont concentrés avant tout sur :
 - une production industrielle durable et sur la responsabilité élargie des producteurs. La feuille prévoit donc la préparation d'un ensemble des modifications de la législation visant à transposer dans le droit national les directives relatives aux déchets,
 - une consommation durable : l'objectif est de diminuer la quantité de déchets communaux mis en décharges et d'augmenter le tri sélectif à la source,
 - une bioéconomie : il s'agit de la gestion des matières premières renouvelables qui, d'après les auteurs de la feuille de route, ont un important potentiel en Pologne.

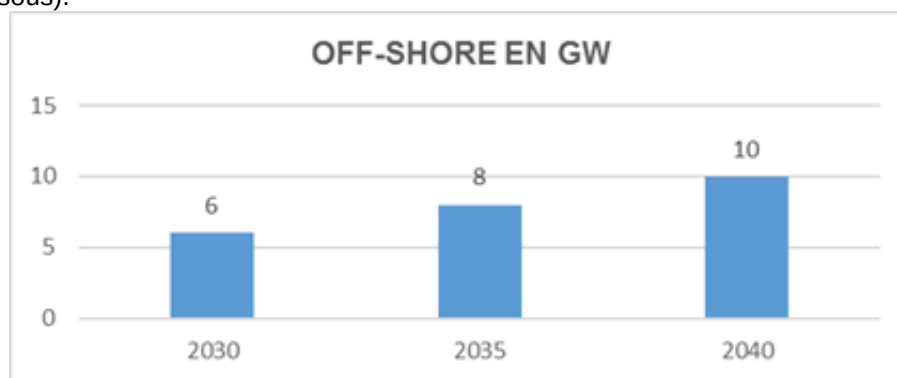
Selon les dernières déclarations du Ministère de l'environnement, les incinérateurs pourront faire partie de la gestion des déchets communaux en Pologne. Ce changement d'avis inattendu a surpris les experts. Le Ministère a en même temps informé que la construction des stations d'incinération ne pourrait pas être cofinancée avec les fonds européens.



ENR

- Le principal actionnaire du combinat PAK (mines de lignite et centrales électriques à lignite), M. Zygmunt Solorz, envisage de créer une association pour la promotion de la « Pologne écologiquement propre ». Pour commencer il prévoit de transformer le combinat PAK en centre de production d'énergie verte. Le PAK possède déjà un bloc énergétique à biomasse de 50 MW et sera doté d'un deuxième bloc à biomasse et d'une centrale photovoltaïque. Par ailleurs, le PAK est signataire de l'accord sur la transformation énergétique juste de l'Est de la région de Grande-Pologne et dans le cadre de cet accord il est engagé dans les travaux sur le projet de transport écologique dans la ville de Konin et sur le déploiement dans la région de sites de stockage de l'énergie. La société Argumenol Investment Company appartenant à M. Solorz a lancé un appel à la vente des actions du PAK pour augmenter à 100% sa participation au capital du combinat.
- Le Parlement a adopté le projet d'amendement de la loi sur les ENR. L'amendement doit permettre d'accélérer le développement des ENR afin de minimiser les conséquences financières pour la Pologne en cas de non-respect de son engagement européen (15% des ENR dans la consommation finale de l'énergie en 2020). La définition du « prosommateur » a été étendue aux PME qui disposeront d'installations ENR d'une puissance jusqu'à 50 kW et pour lesquelles la production d'énergie ne constituera pas une activité économique principale, ainsi qu'aux collectivités locales. Par ailleurs, la loi prévoit la possibilité de création de coopératives énergétiques dans les communes rurales ou urbano-rurales devant produire de l'énergie principalement pour les besoins propres de leurs membres. Ces coopératives (elles doivent compter moins de 1000 membres) auront aussi le statut de prosommateurs. Les prosommateurs pourront vendre l'excédent de leur production non seulement au distributeur d'office, mais aussi à d'autres acheteurs ou profiter d'un système de rabais : pour chaque MWh injecté dans le réseau ils pourront en reprendre gratuitement 0,8 MWh, dans le cas des micro-installations de moins de 10 kW et 0,7 MWh dans le cas des micro-installations de 10 à 50 kW. La Ministre de l'Entrepreneuriat et des Technologies, Mme Emilewicz, a annoncé que le statut de « prosommateur » pourrait être étendu aux copropriétés lors de la future législature du Parlement. Elle a aussi fait part de la prochaine mise en place sur le toit du bâtiment de son ministère d'une grande installation photovoltaïque qui satisfera 8% des besoins en énergie du bâtiment. L'installation réduira de 120 t/an les émissions de CO₂.

- Le groupe énergétique Tauron et la Municipalité de Stalowa Wola ont signé une lettre d'intention portant sur le soutien qu'apportera l'électricien à la construction à Stalowa Wola d'une installation ENR utilisant les combustibles alternatifs (RDF)¹. Modus Group, groupe international composé de 20 sociétés investissant dans les nouvelles technologies dans cinq pays (Etats baltes, Biélorussie et Pologne), a déclaré son intention d'investir près de 36 M EUR dans la mise en place de 41 nouvelles centrales photovoltaïques en Pologne d'une puissance totale de 41 MW. La finalisation des projets est prévue pour le début de 2020. La réalisation des projets est confiée à la société Green Genius appartenant au groupe Modus.
- Le développement de l'éolien off-shore va constituer un élément important de la politique énergétique polonaise. Un consensus politique a pu être trouvé dans ce domaine et le marché attend le projet de loi en la matière. Le Ministère de l'énergie déclare travailler sur la conception de ce projet. Selon les premières estimations du Ministère, la Pologne pourrait disposer de 6 GW de puissance dans les parcs éoliens off-shore d'ici 2030 et de 10,3 GW d'ici 2040 avec la production de l'ordre de 41 TWh/an (voir le graphique ci-dessous).



Source : PSEW (Association Polonaise de l'Energie Eolienne)

Par ailleurs, la Direction du Port Maritime de Gdynia et les municipalités de Gdynia, Rumia et Kosakowo ont signé une lettre d'intention portant sur la coopération dans le développement de l'éolien off-shore au Sud de la Mer Baltique. Selon les signataires, la construction de parcs éoliens off-shore d'une puissance de 6 GW d'ici 2030 pourrait générer environ 77 000 nouveaux emplois et rapporter près de 15 Md PLN (3,5 Md EUR) au titre de l'impôt sur les revenus des personnes morales et de la TVA.

- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW) a lancé un programme « Agroenergia » destiné aux agriculteurs qui investiront dans les installations ENR. Le budget du programme s'élève à 200 M PLN (46,5 M EUR), dont 120 M PLN (27,9 M EUR) seront destinés aux prêts et 80 M PLN (18,6 M EUR) aux dotations. Les agriculteurs qui investiront dans les installations ENR (panneaux photovoltaïques, tours éoliennes, centrales hydroélectriques ou centrales à biogaz) pourront compter sur le cofinancement à hauteur maximale de 40% du coût de leurs investissements, mais pas plus que 0,8 M PLN (186 000 EUR).
- Au cours du premier semestre de 2019 le groupe PGE a connecté à son réseau de distribution 20 000 micro-installations photovoltaïques d'une puissance totale de 126 MW. Le groupe Tauron a connecté à son réseau 8700 installations ENR d'une puissance de 108 MW, dont seules 48 installations étaient autres que les panneaux photovoltaïques. D'après les données de la Société Polonaise de Transport et de Distribution de l'Energie Electrique (PTPiREE) pour l'année 2018, les cinq principaux distributeurs polonais ont connecté à leurs réseaux 54 419 micro-installations ENR. Le tableau ci-après présente la répartition de ces connexions par distributeurs.

Nombre de micro-installations ENR connectées aux réseaux de distribution

Distributeurs d'électricité	Nombre de micro-installations connectées en 2018
PGE Dystrybucja	19 161
Tauron Dystrybucja	17 129
Energa Operator	10 164
Enea Operator	6 823
Innogy Stoen Operator	1 142
Total	54 419

Source : PTPiREE

¹ RDF est une abréviation pour Refuse Derived Fuel, combustible produit d'un mélange de déchets industriels non recyclables. Ce combustible se compose notamment de différents types de plastique, de textile, de caoutchouc, de bois et de papier.

- Les autorités polonaises espèrent procéder avant la fin de cette année à des adjudications supplémentaires pour les ENR. Selon les évaluations du Ministère de l'énergie, grâce à ces adjudications l'augmentation de la production de l'énergie verte atteindrait 10 TWh et avec celles organisées en 2018 – près de 35 TWh.
- Le portail informatique « Gramwzielone », dédié aux ENR, a publié les données sur la mise en exploitation des investissements photovoltaïques et éoliens de moins de 1 MW ayant gagné en décembre 2016 et en juin 2017 les adjudications organisées par l'Office de Régulation de l'Energie (URE). En ce qui concerne l'adjudication de 2016, sur 86 projets vainqueurs qui devaient être réalisés jusqu'à la fin de 2018, seules 57, soit 67,8%, ont commencé la production d'électricité dans le délai prévu. Les 352 projets d'une puissance totale de 300 MW ayant remporté l'adjudication de juin 2017 devaient être achevés le 29 juin de cette année, 222 ont commencé la production, soit 63% du programme envisagé.

Efficacité énergétique

- M. Kwieciński, Ministre des Investissements et du Développement, a annoncé la préparation de l'amendement de la loi sur la thermo-modernisation qui permettrait à environ 12 M de Polonais qui habitent dans les immeubles d'habitations construits en panneaux préfabriqués d'améliorer leur confort de vie. L'amendement prévoit la possibilité de cofinancer à hauteur de 50% la modernisation d'environ 60 000 de ces immeubles. Le cofinancement servira à la thermo-modernisation des immeubles, leur connexion aux réseaux de chauffage urbain ou à la mise en place d'installations ENR. Les nouvelles réglementations pourraient entrer en vigueur l'année prochaine. Par ailleurs, le projet d'amendement prévoit une prime supplémentaire pour les communes, coopératives de logement, copropriétés et TBS (équivalent des HLM) qui procéderont à la thermo-modernisation de leurs immeubles en contractant un crédit à cet effet d'un montant correspondant à au moins 50% du coût envisagé. Cette prime s'élèvera à 16% du coût de l'investissement réalisé ou à 21% si la thermo-modernisation est accompagnée d'une installation ENR (photovoltaïque ou éolienne) d'une puissance minimale de 6 kW.
- Selon la Chambre Suprême de Contrôle NIK (équivalent de la Cour des Comptes), l'effet de l'amélioration de l'efficacité énergétique résultant de la thermo-modernisation d'immeubles d'habitations est en moyenne d'environ 42% moindre que prévu. La NIK a contrôlé plus de 350 immeubles. Elle a aussi constaté que 20% des audits énergétiques joints aux demandes de crédit contenaient des fautes disqualifiant le candidat à l'utilisation d'argent public pour la réalisation des projets de thermo-modernisation.

Energie

Politique énergétique

- Ayant émis un veto à la proposition de neutralité climatique à atteindre en 2050, les autorités polonaises se déclarent toutefois favorables à cet objectif à condition que la transition énergétique jouisse des compensations importantes du coût de cette opération. Le soutien à la neutralité semble ainsi fonction de moyens financiers à mettre en place. Le Ministre des Investissements et du Développement, M. Kwieciński a déclaré que la Pologne optait pour l'élaboration d'un plan opérationnel contenant la feuille de route pour la réalisation de cette neutralité, accompagnée du calcul des coûts et désignant ceux qui devront les supporter. Selon lui certains pays, dont la France dont la production d'énergie est basée sur l'atome et la Scandinavie qui possède des excédents d'énergie provenant de l'hydroélectricité, n'auront que des coûts insignifiants pour atteindre la neutralité climatique et gagneront encore en exportations vers les pays incapables d'atteindre les normes exigées, tandis que le poids de la transformation énergétique retombera surtout sur les pays moins riches et plus dépendants du charbon, entraînant en conséquence une augmentation de la précarité énergétique. Le Comité Polonais de l'Energie Electrique (PKEE) estime que la réalisation de la neutralité climatique présentée par la Commission européenne signifie pour le secteur polonais de l'énergie des dépenses de l'ordre de 215 Md EUR dans la période 2020-2045.
- M. Mieczysław Sobik, climatologue de l'Université de Wroclaw, estime que malgré le veto à la proposition de neutralité climatique à atteindre en 2050 émis par la Pologne, à long terme l'économie polonaise n'aura pas le choix et sera obligée de produire de l'énergie selon les nouvelles technologies en éliminant progressivement le recours aux combustibles fossiles. Il estime que le développement du photovoltaïque et du nucléaire semblent le mieux répondre aux besoins polonais en matière de transformation énergétique.
- L'Eurostat a présenté les statistiques de la situation dans le secteur énergétique des Etats-membres au cours du deuxième semestre de 2018. Il en résulte que la Pologne importe 40% des matières premières énergétiques (22^{ème} position dans l'UE), tandis que la moyenne pour l'ensemble de l'UE s'élève à environ 55%. Les prix de l'électricité et du gaz pour les ménages en Pologne se classent parmi les moins onéreux : 0,14 EUR/kWh (22^{ème} position) pour l'électricité et 0,045 EUR/kWh pour le gaz (18^{ème} position).

- Le document stratégique « Politique énergétique de la Pologne à l'horizon de 2040 » (PEP2040), qui devait être prêt en mai puis en juillet de cette année, ne sera finalement pas présenté avant les élections parlementaires.
- Lors du Forum Economique de Krynica, le Vice-ministre de l'énergie, M. Adam Gawęda, a déclaré que le processus de transformation énergétique en Pologne devrait jouir de l'esprit de solidarité de la part des autres Etats-membres de l'UE et que les éléments financiers de ce processus devraient être pris en compte dans la nouvelle perspective financière de l'UE. Il estime que la réalisation de la stratégie énergétique en Pologne coûtera au moins 440 Md PLN (102 Md EUR). Le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, a annoncé de son côté que la Pologne devait développer le secteur de l'énergie conventionnelle qui servirait de base au développement des ENR. Il a rajouté que son ministère finalisait les travaux sur la « Politique énergétique de la Pologne à l'horizon de 2040 » et sur le « Plan National pour l'Energie et le Climat », les deux documents devant être prêts avant la fin de cette année. Selon le Ministre, la Pologne a choisi le modèle de transformation énergétique qui assure aussi bien la sécurité d'approvisionnement en électricité que la réalisation de la politique climatique européenne.

Nucléaire

- Le directeur du département de l'énergie nucléaire au Ministère de l'énergie, M. Nowacki, estime que la mise en place du premier réacteur en 2033 est tout à fait réaliste, mais que les plus importantes décisions en la matière seront prises après les élections législatives prévues en octobre de cette année. Il pense que l'emplacement de la première centrale nucléaire polonaise sera connu le plus probablement dans deux ans. Deux sites sont pris en compte : Żarnowiec ou Lubiatowo, les deux en Poméranie. Les analyses sur ces sites, y compris les analyses environnementales, sont en cours.
- Le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, évalue à environ 60 Md USD la réalisation du programme nucléaire polonais. Il y est question de mettre en place au moins 6 réacteurs d'ici 2040. Dans le projet de la « Politique énergétique de la Pologne à l'horizon de 2040 » il est prévu que le premier réacteur d'une puissance de 1-1,5 GW sera mis en place en 2033 et les réacteurs successifs seraient opérationnels tous les deux ans jusqu'à 2043. La puissance totale des blocs nucléaires devrait atteindre 6 à 9 GW. La moitié des fonds nécessaires pour la réalisation du programme, soit 30 Md USD, devrait provenir des investisseurs étrangers, pas nécessairement américains.
- le 31 août, lors de la visite à Varsovie de M. Rick Perry, secrétaire américain pour l'énergie, la coopération polono-américaine dans le domaine de l'énergie nucléaire était au programme de son entretien avec M. Naimski, plénipotentiaire du gouvernement polonais pour l'infrastructure énergétique stratégique. A cette occasion M. Naimski a réaffirmé que la Pologne devrait se doter de six réacteurs nucléaires au cours des 20 prochaines années et que la coopération avec les Américains dans ce domaine était toujours possible.

Charbon

- La Pologne est le deuxième producteur européen de lignite après l'Allemagne, avec la production de l'ordre de 60 M t/an assurée par cinq gisements à ciel ouvert. Les sites d'exploitation contribuent toutefois au renforcement de la sécheresse en Pologne et à la dégradation de l'environnement naturel. Selon les autorités polonaises il est toutefois nécessaire de procéder à l'exploitation de nouveaux sites, car les gisements exploités actuellement s'épuiseront en 2028 (Bełchatów) et en 2037 (Szczerców). Le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, a donné un avis favorable à la demande de concession d'exploitation du gisement de lignite Żłoczew déposée par le groupe PGE au Ministère de l'environnement et le Géologue en Chef du pays a déclaré faire tout son possible pour que cette concession soit délivrée avant la fin de cette année. Le gisement Żłoczew, estimé à 611 M t de lignite, est situé à 50 km en ligne droite de la centrale électrique de Bełchatów. Son exploitation est nécessaire pour prolonger le fonctionnement de la centrale électrique de Bełchatów. Le groupe PGE se prépare aussi à déposer une demande de concession pour le gisement de lignite Gubin situé en Basse-Silésie, près des frontières polono-tchèque et polono-allemande. L'exploitation de ce gisement permettrait de faire fonctionner au-delà de 2040 la centrale électrique de Turów où un nouveau bloc à lignite de 496 MW est en cours de construction. Le tableau ci-dessous présente la production et l'emploi dans les mines polonaises de lignite fin 2017.

Site d'exploitation	Production en millions de tonnes	Emploi
Bełchatów	42,6	4 874
Konin	8,6	1 104
Turów	6,9	2 507
Adamów	2,9	376
Sieniawa	0,1	n.c.

Source : Agence de Développement de l'Industrie

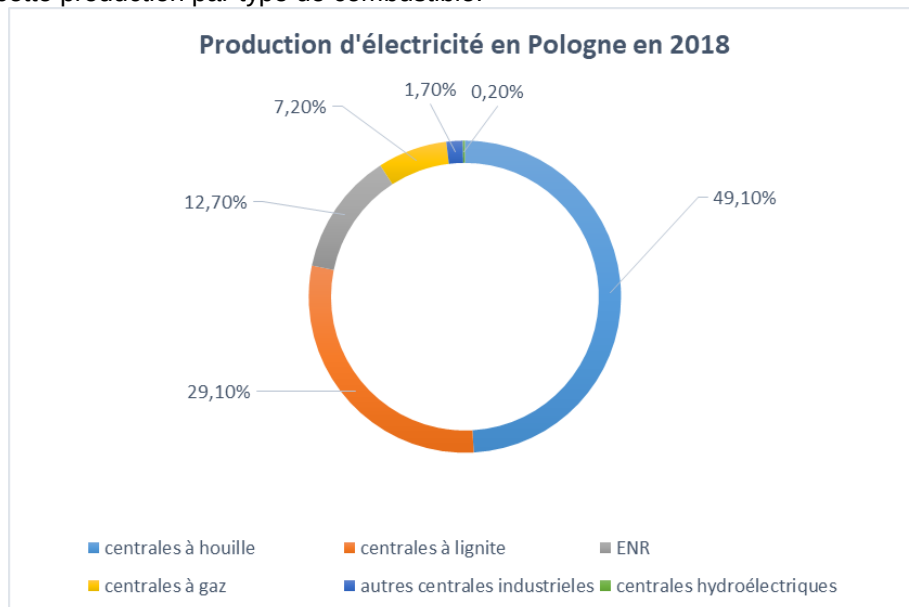
- Le nouveau vice-ministre de l'énergie en charge du secteur charbonnier, M. Adam Gawęda, a fait part de sa vision du secteur charbonnier dans les années à venir. Il prévoit de passer en revue les plans économiques des mines en vue d'accélérer les processus d'investissement dans les nouveaux filons d'exploitation. Il cite comme exemple la construction par le groupe JSW SA d'une nouvelle mine pour l'exploitation du gisement Bzie-Dębina. L'investissement sera réalisé d'ici 2024 et la nouvelle mine emploiera environ 2000 personnes et produira 2,5 M t de charbon à coke par an. Interrogé sur la construction d'autres nouvelles mines de charbon en raison de l'épuisement progressif des gisements de houille en Haute Silésie, il confirme la nécessité d'y procéder, mais souligne le problème que pose le veto souvent exprimé par les collectivités locales concernées. Il prévoit aussi que le niveau des importations de charbon devrait afficher une baisse progressive dans les années à venir. Le vice-ministre annonce aussi pour cet automne le plan de restructuration des mines détenues par le groupe Tauron et la nécessité de réorganiser le système de travail dans le secteur. Quant à la reprise par JSW SA des concessions et des actifs du groupe australien Prairie Mining, M. Gawęda estime que ce projet exige l'élaboration d'une feuille de route permettant de protéger les intérêts de JSW SA et du Trésor de l'Etat. Les négociations à ce sujet sont poursuivies par les deux groupes concernés.
- Les résultats du groupe JSW SA pour le premier semestre de cette année ne sont pas satisfaisants pour ses actionnaires. Le CA du groupe a baissé de 4,8% par rapport à la même période de l'année passée et le bénéfice net n'a atteint que 547,5 M PLN (127,3 M EUR), soit une baisse de 49,6%. Par contre, les coûts de la production d'une tonne de charbon ont augmenté d'un quart. Au cours du premier semestre JSW SA a extrait 7 M t de charbon, soit 11% de moins qu'au cours du premier semestre 2018. A l'annonce de ces résultats le prix des actions du groupe à la Bourse de Varsovie a baissé de 3%. JSW SA envisage de produire cette année 15,5 M t de charbon et disposer de 27 filons d'exploitation. Le Directoire du groupe envisage aussi d'actualiser bientôt la stratégie de développement de JSW SA en prenant en compte la situation de ses filiales.
- Le chef du syndicat « Solidarité » des mineurs estime que les résultats du secteur charbonnier pour 2018 et ceux de l'année en cours justifient la demande d'augmentation des salaires des mineurs d'environ 12%. Par ailleurs le syndicat voudrait que cette augmentation soit prise en compte pour l'établissement de l'assiette pour le paiement d'une prime annuelle et du quatorzième mois. Rappelons que selon les données de l'Office Central de Statistiques GUS, le salaire moyen dans le secteur charbonnier s'est élevé fin 2018 à 7180 PLN/mois (1670 EUR) et à 8275 PLN (1924 EUR) en juin de cette année. Il faut ajouter à cela des primes et l'équivalent pécuniaire de l'allocation correspondant à 3 t de charbon, soit environ 2400 PLN (558 EUR). Les mineurs acquièrent aussi le droit à la retraite au bout de 25 ans de travail dans les mines.
- Les militants de Greenpeace ont bloqué le déchargement de charbon d'un cargo venant du Mozambique dans le port de Gdansk, deux jours après une tentative d'empêcher le même navire d'accoster. 29 militants de Greenpeace sont montés sur deux grues dans un terminal charbonnier du port de Gdansk et ont accroché aux grues deux banderoles de 20 mètres de long chacune portant l'inscription "La Pologne sans charbon 2030", demandant au gouvernement polonais de protéger le climat et d'adopter un plan de transition pour l'abandon du charbon à l'horizon de 2030.
- La Fondation ClientEarth a déposé auprès de la cour régionale de Łódź une plainte contre le propriétaire de la centrale électrique de Bełchatów (groupe PGE) en demandant que la centrale arrête d'ici 2035 la combustion de lignite ou bien réduise à zéro les émissions de CO₂. La centrale de Bełchatów est la plus grande centrale électrique en Pologne disposant d'une puissance de 5298 MW et composée d'une douzaine de blocs énergétiques à lignite. Elle a émis en 2016 environ 35 M t de CO₂, en 2017, 37 M t et en 2018, plus de 38 M t ce qui correspond à 10% des émissions de CO₂ de toute la Pologne. ClientEarth rappelle que plus de 10 000 personnes ont signé la pétition demandant une mise en place urgente d'un plan de réduction des émissions par cette centrale.

Électricité

- Le prix des actions des quatre principaux électriciens polonais notent une baisse à la Bourse de Varsovie. Les actions de Tauron ont perdu 30% au cours des douze derniers mois, celles de PGE – 16%, celles d'Energa - 24% et celles d'Enea – 6,6%. Selon certains experts cette situation résulte de plusieurs facteurs. Tout d'abord les investisseurs minoritaires sont mécontents de la gestion de ces groupes qui prend en compte notamment les intérêts politiques du gouvernement au détriment de ceux des autres actionnaires. Les faibles résultats d'EBIDTA et le manque de dividendes aggravent la situation, ainsi que les perturbations causées par les régulations portant sur le gel des prix d'électricité en 2019. De plus, le secteur mondial de l'énergie est en train de se transformer rapidement et ces changements, visibles ailleurs, ne sont pas suivis par les groupes énergétiques polonais.
- Les experts de la société de conseil S&P Global Platts Analytics prévoient que les prix de l'énergie sur le marché européen afficheront une hausse moyenne de 15% d'ici 2025. La Pologne sera aussi touchée par cette hausse, d'autant plus que les prix des droits à l'émission ne baisseront pas et pourraient même augmenter et que les prix du charbon polonais resteront élevés. De plus les électriciens polonais continueront probablement de participer au sauvetage du secteur minier. Les grands industriels

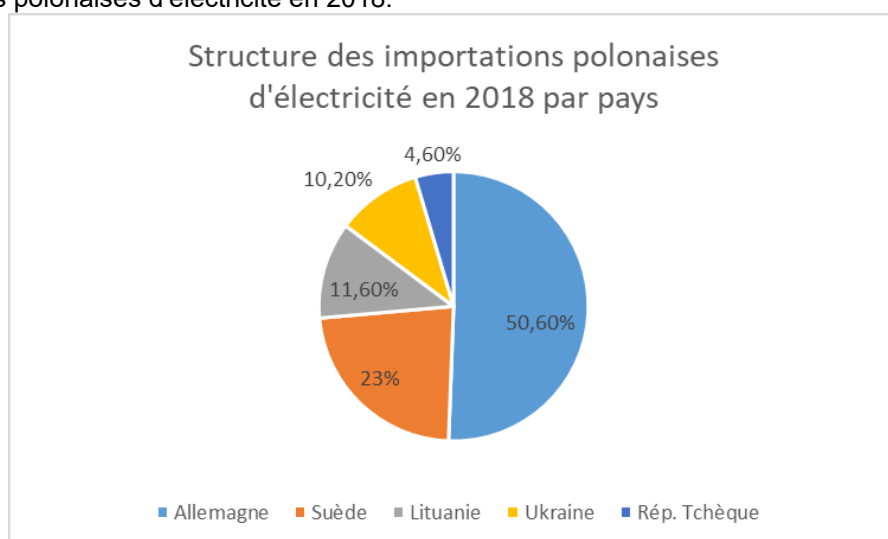
envisagent de plus en plus souvent de recourir à des mécanismes d'achat d'électricité qui permettraient de diminuer le risque d'une hausse trop importante du coût de l'énergie. Le premier mécanisme consiste en contrats où le prix d'électricité ne sera pas définitivement fixé mais variera en fonction du taux BASE sur la Bourse de l'Energie. Le second mécanisme, appelé PPA (Power Purchase Agreements), permet de signer des contrats long terme pour l'achat d'énergie directement chez son producteur au prix fixe. La troisième solution serait de se doter de sa propre installation de production d'électricité.

- Le Ministère de l'énergie a publié les données sur la production de l'énergie électrique en 2018. Il en résulte que la production d'électricité a atteint 170 TWh et que le charbon maintient sa position dominante avec la part de 78,2%, suivie des ENR (12,7%) et du gaz (7,2%). Le graphique ci-dessous présente la répartition de cette production par type de combustible.



Source : Ministère de l'énergie

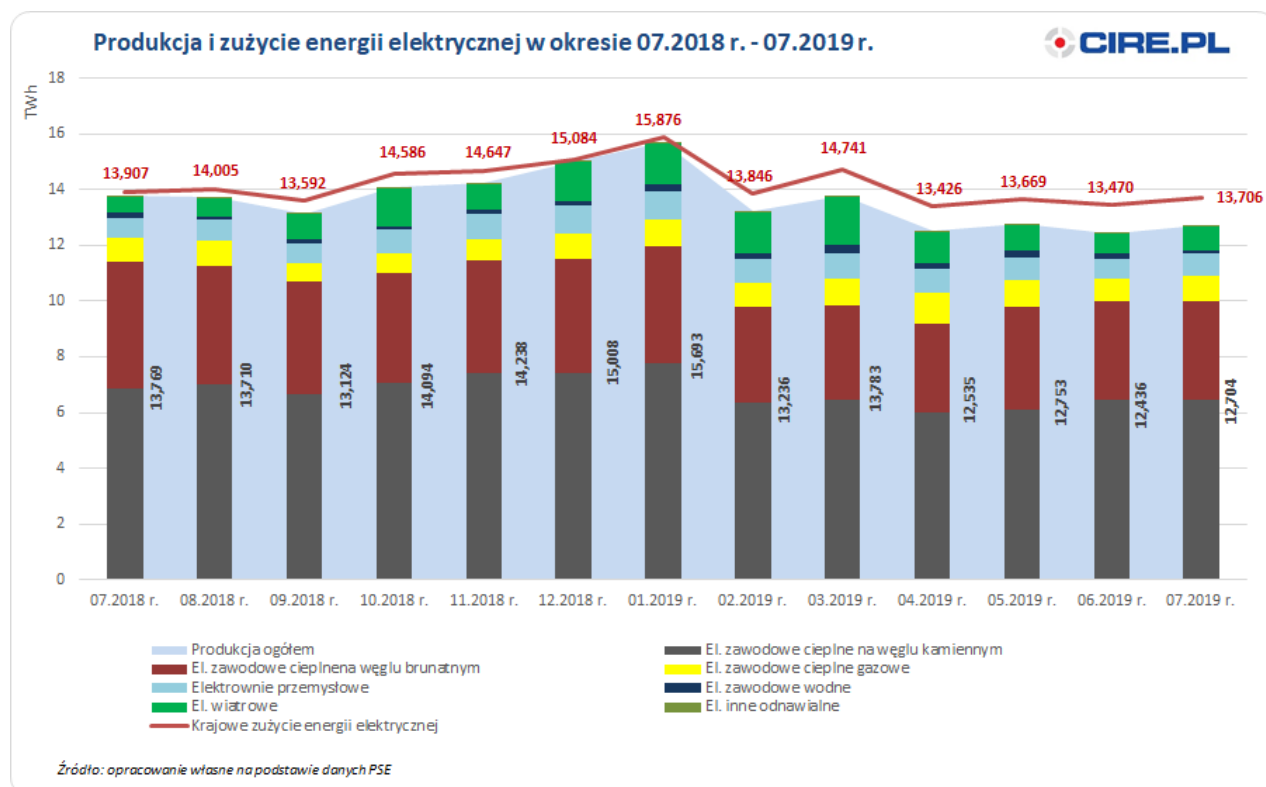
- En 2018, la Pologne a importé 13,83 TWh d'énergie électrique et au cours du premier semestre de 2019 ces importations se sont élevées à 5,1 TWh, tandis que les exportations n'ont atteint que 0,72 TWh. Si l'Allemagne et la Suède restent les principaux fournisseurs de la Pologne (7 TWh pour l'Allemagne en 2018 et plus de 3 TWh pour la Suède), il est à noter que le rôle de l'Ukraine en tant qu'exportateur d'électricité vers la Pologne affiche une croissance régulière (1,41 TWh en 2018 moyennant 70 M USD et 47,3 M USD au cours des sept premiers mois de 2019). Le graphique ci-dessous présente la structure des importations polonaises d'électricité en 2018.



Source : quotidien « Rzeczpospolita »

- Au cours des sept premiers mois de l'année, la production d'électricité en Pologne a atteint 93,141 TWh, soit une baisse de 2% par rapport à la même période de l'année passée. La consommation d'électricité s'est élevée à 98,734 TWh en notant une baisse de 0,29%. La part des centrales électriques à houille a atteint 50,85% de la production globale et celle des centrales à lignite – 27,76%. Les centrales à gaz ont contribué à 7,31% à la production d'électricité, les centrales industrielles – à 6,12% et les éoliennes – à

6,68%. Le graphique ci-après présente la production et la consommation d'électricité en Pologne entre juillet 2018 et juillet 2019.



Source : données de PSE – opérateur du système électrique national

- M. Krzysztof Kilian, ancien président du plus grand groupe énergétique polonais PGE, s'exprime dans le quotidien « Rzeczpospolita » sur la nécessité de moderniser le secteur énergétique polonais à l'instar des transformations opérées en Allemagne (RWE et EON) ou en France (EDF). D'après lui, les quatre principaux électriciens : PGE, Tauron, Enea et Energa, tous dépendants du charbon, ne seraient pas en mesure de réaliser de grands investissements nécessaires, tels que la construction d'une première centrale nucléaire. Il propose par conséquent la transformation du secteur de l'énergie en quatre étapes. Tout d'abord, il faudrait procéder aux fusions de PGE avec Energa et de Tauron avec Enea. Cela améliorerait la situation financière de ces groupes, déjà trop engagés dans le sauvetage de l'industrie minière, et leur permettrait d'investir plus dans les ENR. La deuxième étape serait l'informatisation des réseaux électriques. La troisième étape consisterait en la création des sociétés, cotées à la Bourse, qui reprendraient les activités de vente et de distribution d'électricité et de production à partir des ENR, ce qui assurerait leur rentabilité et permettrait de collecter le capital nécessaire pour les investissements dans le secteur. A la fin il faudrait regrouper tous les actifs basés sur le charbon dans une seule société qui serait détenue par le Trésor de l'Etat. Quant au projet nucléaire, M. Kilian estime que la décision en la matière devrait être prise sans tarder et propose d'installer une centrale nucléaire à Bełchatów (Pologne centrale) à la place d'une centrale à lignite existante, car le site dispose déjà de l'infrastructure nécessaire et de la main-d'œuvre qualifiée.
- Le Ministère de l'énergie a lancé les consultations publiques de projet d'arrêté sur les programmes et les projets qui pourraient être réalisés dans le cadre du Système National d'Investissements Verts. Ces programmes et projets devraient permettre de réaliser les engagements de la Pologne portant sur l'augmentation à 15% la part des ENR sans la consommation finale de l'énergie d'ici 2020 et la réduction des émissions de GES de 20% par rapport à 1990. Le Ministère propose que dans le cadre du Système National d'Investissements Verts le cofinancement porte sur :
 - la promotion, le développement et la modernisation des installations ENR, dont celles détenues par les prosommateurs,
 - les investissements dans les installations de cogénération à haut rendement, et notamment dans de petites installations de ce type,

- l'extension et la modernisation de réseaux de distribution d'électricité y compris le développement de smart grids,
 - l'adaptation des installations de production d'énergie aux niveaux des émissions fixés par les conclusions BAT,
 - les investissements dans les sites de stockage d'énergie.
- La loi sur les compensations de la hausse des prix d'électricité aux industries à haute consommation d'énergie est entrée en vigueur. Auront droit à ces compensations l'industrie sidérurgique, métallurgique, pétrochimique, chimique et papetière, soit environ 300 entreprises. Le projet prévoit de destiner aux compensations jusqu'à 25% des revenus de la vente des droits à l'émission de CO₂ au cours de l'année précédente. Les compensations pour 2019 seront payées en 2020. Le plafond des dépenses en compensations est fixé à 890 M PLN en 2020 et 2021 (207 M EUR), à 1,77 Md PLN (412 M EUR) en 2022 et à 988 M PLN (230 M EUR) en 2023. La Commission européenne vient d'approuver ce système de compensations le considérant comme une aide publique conforme à la législation européenne.
 - Les principales sociétés faisant partie du groupe PGE et la Société des Fonds d'Investissement « Energia » viennent de signer un accord ouvrant la voie à la création d'un fonds d'investissement fermé « Eko-Inwestycje » qui se concentrera sur le financement des projets d'investissement de PGE à caractère complémentaire par rapport à l'activité de base du groupe. Il s'agirait des projets liés à l'électromobilité, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et des processus de production d'énergie et à la digitalisation de ces processus. Le Fonds devrait être alimenté d'au moins 1,5 Md PLN (348 M EUR) au cours des premiers 36 mois après son enregistrement.
 - Dans le cadre de la loi sur le marché de capacités, le Ministère de l'énergie a fixé à 9088 MW les besoins en puissance devant être disponible en 2024 et qui sera contractée lors de l'adjudication principale. Il se prépare aussi à organiser des adjudications supplémentaires pour les puissances à mettre en disponibilité en 2021: 2608 MW pour le premier trimestre, 2x1160 MW pour le deuxième et le troisième trimestre et 3098 MW pour le dernier trimestre de 2021. Le prix pour l'adjudication principale de 2024 est fixé à maximum 404,3 PLN/kW (94 EUR/kW) et pour les adjudications supplémentaires 2021 à maximum 312 PLN/kW (72,5 EUR/kW). L'adjudication principale pour 2024 aura lieu le 6 décembre de cette année et les adjudications supplémentaires pour 2021 – en mars de 2020.

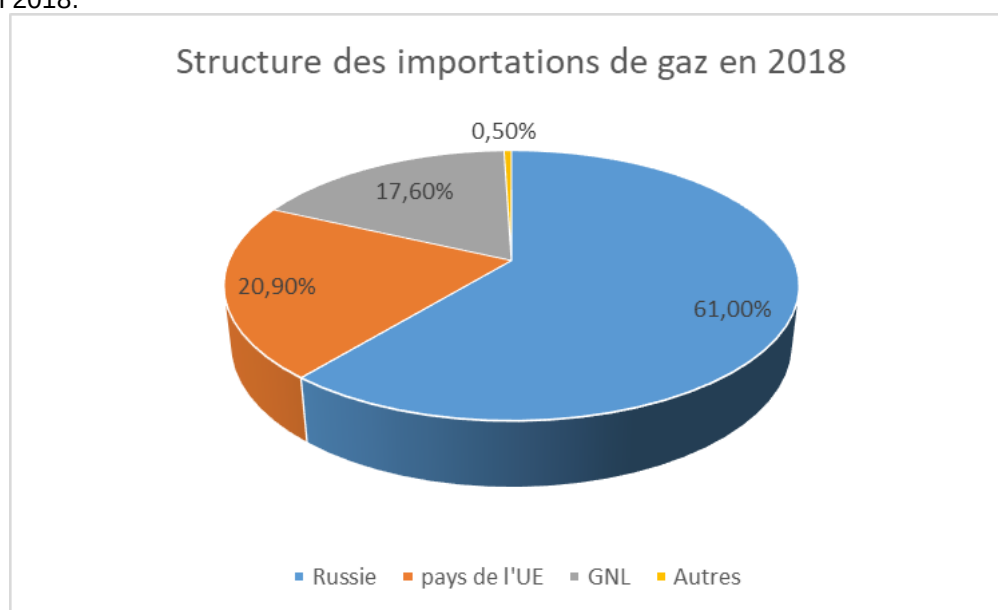
Électromobilité

- L'Association Polonaise des Carburants Alternatifs et l'Union Polonaise de l'Industrie Automobile ont mis en place un compteur d'électromobilité permettant de voir combien de véhicules électriques et combien de bornes de recharge existent en Pologne. Le compteur est actualisé régulièrement. Il a indiqué qu'à la fin du mois de juillet 2019, la Pologne comptait 785 bornes de recharge (1457 points de recharge) pour les véhicules électriques, dont 33% de bornes à recharge rapide à courant continu et 67% des bornes à courant alternatif d'une puissance n'excédant pas 22 kW. 6330 voitures électriques sont immatriculées en Pologne, dont 63% des voitures entièrement électriques et 37% des véhicules hybrides plug in.
- Le Président a signé l'amendement de la loi sur les biocarburants et l'électromobilité. L'amendement fixe les niveaux de l'Objectif National Indicatif à atteindre dans les années 2021-2025. Il s'agit de la part moyenne des biocarburants dans la consommation des carburants dans le secteur du transport. Elle est fixée à respectivement 8,6%, 8,7%, 8,8%, 8,9% et 9,1%. L'amendement prévoit aussi la prise en compte dans l'Objectif de nouveaux types de carburants, tel que le CNG ou le bio-hydrogène produit du biogaz purifié. La part minimale des biocomposants dans les essences devrait s'élever à 3,2% dans la période 2020-2022 et dans le gasoil à 4,9% en 2020, 4,95% en 2021 et 5% en 2022. Quant à l'électromobilité, l'amendement prolonge jusqu'à 2022 l'obligation pour l'administration publique et les collectivités territoriales de posséder dans leurs flottes de véhicules au moins 10% des véhicules électriques.
- La société GreenWay Polska, détentrice du plus grand réseau de bornes de recharge en Pologne (145 bornes), a mis en place près du centre commercial Galeria Młociny à Varsovie une borne de recharge permettant de charger simultanément jusqu'à 11 véhicules. Par ailleurs, le groupe PKP (Chemins de fer) a installé dans la gare ferroviaire centrale de Wrocław une borne de recharge d'une puissance de 22 kW. Le groupe dispose déjà des bornes de recharge dans les gares de Katowice, Katowice-Ligota, Częstochowa, Gliwice, Opole, Bydgoszcz et Varsovie-Est et entend disposer d'ici fin de l'année d'une dizaine de bornes de recharge pour les véhicules électriques.
- La société Veolia Energia Łódź est devenue un partenaire de la municipalité de cette ville pour le projet de mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques. La Mairie de Łódź a annoncé pour la fin de l'année prochaine la mise en place de 200 bornes de recharge dans cette ville qui n'en a actuellement que dix. L'emplacement de nouvelles bornes de recharge serait indiqué par les habitants de la ville par le biais d'Internet.
- Le groupe pétrolier polonais Lotos a installé des bornes de recharge gratuites sur ses douze stations-services entre Gdańsk et Varsovie sur les tronçons des autoroutes A1 et A2. Ce projet est appelé « Lotos Niebieski Szlak » (La Route Bleue). L'évaluation du fonctionnement de ce projet est attendue avant la fin de l'année. Par ailleurs, le groupe Lotos a fait part de son intention d'installer 38 nouvelles bornes de recharge jusqu'à la fin du premier trimestre de 2020.

- Lors du Congrès de l'Electromobilité tenu à Lublin les 9-10 septembre, une trentaine des villes polonaises, dont Varsovie, Łódź, Wrocław, Lublin et Cracovie, ont signé une déclaration portant sur la promotion du développement de l'électromobilité. Dans la déclaration les municipalités signataires se sont engagées à coopérer dans le but de créer des conditions optimales pour le développement de l'électromobilité sur leurs territoires. Elles vont promouvoir l'utilisation de véhicules électriques dans le transport tant public que privé, d'investir dans les bornes de recharge et de mener des campagnes éducatives en la matière.

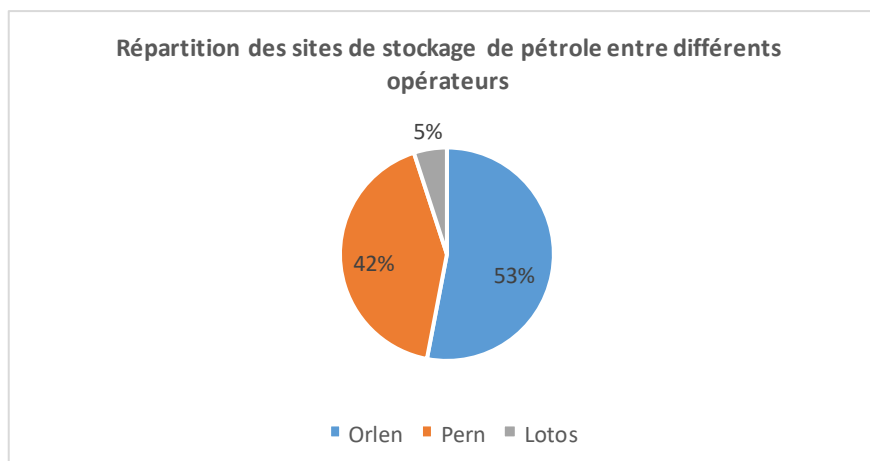
Gaz et pétrole

- La filiale du groupe PGE, société PGE Energia Odnawialna, se prépare à lancer un projet expérimental qui consisterait en mise en place d'une installation hybride basée sur la conception power-to-gas (P2G) et intégrée avec un parc éolien « Lotnisko ». L'installation, d'une puissance n'excédant pas 0,5 MW, se composera d'un module de méthanisation et d'un électrolyseur innovant permettant de produire de l'hydrogène et de l'oxygène. Dans une première étape l'installation produira un mélange de biométhane et de gaz synthétique qui alimentera le réseau gazier et ensuite les différents modules de l'électrolyseur produiront de l'hydrogène qui pourrait être utilisé à des fins de transport. L'installation sera mise en place jusqu'à 2023.
- Le groupe gazier PGNiG a trouvé de nouveaux gisements de gaz en Basses Carpates, dans la région de Przemyśl. Il y a réalisé déjà seize forages et envisage d'en effectuer encore quinze d'ici la fin de l'année. Ces gisements sont estimés à environ 20 Md m³. Par ailleurs, PGNiG négocie l'achat de la concession Baran au sud du Pakistan pour y mener des travaux d'exploration, et a procédé à son troisième forage sur le gisement pakistanais Rizq. Ce gisement permet actuellement l'exploitation de 417 000 m³ de gaz/jour. En Norvège le groupe polonais a commencé le forage à côté du gisement Skarv en tant qu'opérateur sur cette concession et a racheté à la société Wellesley Petroleum 20% des parts dans trois concessions sur le gisement Duva situé sur la Mer du Nord à 140 km de la ville Bergen.
- Le gestionnaire du réseau gazier polonais, société Gaz-System SA, a signé avec le consortium composé de Budimex et de Mostostal Cracovie le contrat pour la construction du tronçon polonais de l'interconnecteur gazier polono-slovaque. Ce tronçon, long de 59 km, va de la station de pompage de gaz à Strachocina jusqu'à la frontière polono-slovaque. L'interconnecteur fait partie du corridor gazier Nord-Sud et bénéficie d'un cofinancement du programme « Connecting Europe Facility » à hauteur de 107,74 M EUR, dont 52,5 M EUR pour la construction du tronçon polonais. La capacité de cet interconnecteur serait de 5,7 Md m³ en direction de la Pologne et de 4,7 md m³ en direction de Slovaquie. Il devrait être prêt à la fin de 2021. La valeur du contrat pour la construction du tronçon polonais s'élève à 641 M PLN (149 M EUR).
- Selon les données du Ministère de l'énergie, la demande en gaz a augmenté en 2018 de 4% par rapport à 2017 et a atteint 199 TWh. Le gaz en provenance de la Russie (103,8 TWh) a contribué à 61% aux importations polonaises, soit une baisse de 6% par rapport à 2017. Les importations de GNL (29,8 TWh) ont augmenté de 58% et ont totalisé 17,6% des importations globales de gaz, tandis que la part des pays de l'UE dans ces importations s'est élevée à 20,9% (35,5 TWh). La production locale (44,24 TWh) a permis de couvrir 21% des besoins en gaz. Le graphique ci-dessous illustre la structure des importations de gaz en 2018.



Source : Ministère de l'énergie

- Le plénipotentiaire du gouvernement pour l'infrastructure énergétique stratégique, M. Piotr Naimski, a annoncé pour cette année la prise de décision sur la future construction d'un terminal flottant GNL dans la Baie de Gdańsk. Devant être prêt en 2025, il permettra de réceptionner environ 4 Md m³ de gaz par an. Ce serait une unité FSRU (Floating Storage and Regasification Unit) équipée pour régazéifier le GNL réceptionné. L'investissement nécessitera la pose de tronçons supplémentaires de gazoducs pour être connecté au réseau gazier polonais. Ce nouveau terminal rendra aussi possible les exportations de gaz via les interconnecteurs entre la Pologne et ses voisins. Par ailleurs, le groupe pétrolier Lotos et Gaz-System, recherchent un consultant pour mener l'étude de faisabilité pour la construction d'un petit terminal GNL à Gdańsk qui servirait pour le transbordement, le ravitaillement de bateaux et la distribution de GNL aux clients finaux et aux stations de service. La valeur de ce projet est estimée à 1,74 M EUR, dont plus de 1 M EUR proviendrait du programme « Connecting Europe Facility ».
- Au cours du premier semestre de cette année, la consommation des principaux carburants (essences, gasoil et GPL) a augmenté de 3% par rapport à la même période de l'année passée et a légèrement excédé 15,6 M m³.
- Le Parlement a adopté l'amendement de la loi sur les réserves de pétrole, de produits pétroliers et de gaz afin de faciliter aux opérateurs du marché des carburants l'accès aux sites de stockage des réserves obligatoires de ces produits. L'amendement prolonge jusqu'au 1^{er} janvier 2029 le délai d'adaptation des paramètres techniques des sites de stockage de manière à rendre possible l'accès à ces sites dans un délai légal de 90 jours et jusqu'à cette date l'accessibilité aux réserves est fixée à 150 jours. Ceci devrait remédier à l'insuffisance de la surface de stockage disponible par rapport au volume de réserves obligatoires à assurer par les opérateurs du marché. Par ailleurs, la société PERN – opérateur logistique du secteur pétrolier, a annoncé pour cette année le doublement des fonds destinés aux investissements dans le stockage du pétrole (env. 600 M PLN, soit 139 M EUR). Il s'agit notamment de mettre en place sept nouveaux réservoirs de pétrole dans le terminal pétrolier du Port de Gdańsk. Ceci permettrait d'augmenter les capacités de stockage de 600 000 m³, jusqu'au niveau de 4,1 M m³. Actuellement la PERN dispose des sites de stockage de 3,5 M m³ et gère le réseau de plus de 2600 km d'oléoducs et de pipe-lines pour les carburants. Le graphique ci-dessous présente la répartition des sites de stockage de pétrole entre différents opérateurs.



Source : Conseil des Ministres

- Le 27 février 2018, le groupe pétrolier PKN Orlen et le Trésor de l'Etat ont signé une lettre d'intention portant sur la fusion d'Orlen et du groupe pétrolier de Gdańsk Lotos. Pour finaliser la fusion il est toutefois nécessaire d'obtenir l'accord de Bruxelles, car le groupe consolidé couvrira entre 66 et 75% des ventes de gros de carburants et détiendra 29,4% des stations-service fonctionnant dans le pays et 54,4% de celles qui fonctionnent dans des réseaux (1783 stations d'Orlen et 493 stations de Lotos). Le groupe Orlen était pendant presque une année en contact avec la Commission européenne pour discuter de la fusion envisagée et le 3 juillet de cette année il a déposé à Bruxelles une demande officielle d'autorisation pour cette fusion. La Commission européenne a reporté du 13 décembre 2019 au 22 janvier 2020 sa décision sur la fusion des deux sociétés pétrolières polonaises. Elle va procéder à une analyse approfondie de la demande pour éviter les problèmes pouvant résulter d'un éventuel monopole de la nouvelle unité sur certains créneaux : ventes de gros de pétrole et de carburants, approvisionnement en carburants des avions où les deux groupes sont les uniques fournisseurs en Pologne, renforcement considérable de l'unité fusionnée sur le marché de bitumes et de lubrifiants, une trop forte position sur le marché des ventes de détail de carburants. La Commission craint que la fusion envisagée puisse limiter la concurrence dans ces créneaux.
- Lors de la visite à Varsovie du secrétaire américain pour l'énergie, un accord tripartite sur la sécurité énergétique a été signé entre la Pologne, les Etats-Unis et l'Ukraine. L'accord porte notamment sur le secteur gazier et tout spécialement sur les livraisons du GNL américain en Ukraine via la Pologne. Initialement, ces livraisons pourraient s'élever à 1,5 Md de m³ pour monter en 2021 jusqu'à 5-6 Md m³.

Varsovie et Washington s'engagent ainsi à aider Kiev à diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz afin de renforcer son indépendance vis-à-vis de la Russie. Le groupe gazier PGNiG a déjà vendu à l'Ukraine le GNL (après la regazéification) livré par les Américains en juin de cette année. Toutefois, pour rendre de telles livraisons régulières, il est nécessaire de procéder rapidement à la construction de l'interconnecteur polono-ukrainien et notamment à la construction de 110 km de cet interconnecteur sur le territoire ukrainien. En Pologne il suffit de prolonger le gazoduc de Hermanowice d'environ 2 km et de mettre en place une station de pompage à Strachocina.

- Le principal groupe gazier polonais, PGNiG, a annoncé ses prévisions d'exploitation de gaz et de pétrole dans la période 2019-2021. L'exploitation de gaz augmentera en 2021 jusqu'à 5,2 Md m³ et celle de pétrole à 1404 000 t. Le tableau ci-dessous résume les prévisions du groupe.

Année	Région d'exploitation	Gaz en Md m ³	Pétrole en milliers de tonnes
2019	Pologne	3,9	778
	Norvège	0,5	475
	Pakistan	0,2	0
	Total	4,6	1 253
2020	Pologne	3,9	747
	Norvège	0,5	611
	Pakistan	0,4	0
	Total	4,8	1 358
2021	Pologne	4,0	733
	Norvège	0,7	671
	Pakistan	0,5	0
	Total	5,2	1 404

Source : groupe PGNiG

- En octobre 2016, la Commission européenne a dérogé aux réglementations communautaires et a autorisé le géant gazier Gazprom à accroître sa capacité d'exploitation du gazoduc Opal, constituant la principale branche terrestre du gazoduc Nord Stream et traversant le territoire de l'Allemagne du nord au sud en longeant la frontière germano-polonaise. La décision autorisait Gazprom à utiliser 80% de la capacité du gazoduc Opal long de 480 km (voir la carte ci-dessous).



Cette décision aurait pu avoir des conséquences négatives pour l'Ukraine et la Pologne comme pays de transit pour le gaz russe exporté vers l'Ouest. Pour cette raison, le principal groupe gazier polonais PGNiG, soutenu par le gouvernement polonais, puis par les gouvernements lituanien et letton, a adressé en décembre 2017 une plainte à la Cour de justice de l'UE contre la décision de la Commission européenne portant sur l'exemption du gazoduc OPAL des règles anti-monopole. En effet, grâce à cette décision Gazprom était en mesure de bloquer le transfert de gaz par l'Ukraine et la Pologne ; la Russie aurait gardé une position dominante sur le marché allemand : ce qui remettait en cause la stratégie de diversification des sources d'énergie ainsi que la sécurité énergétique des Etats membres de l'UE. Le 10 septembre de cette année la Cour de justice de l'UE a donné raison aux plaignants et s'est prononcé contre une décision en faveur de Gazprom prise en 2016 par la Commission. Dans sa sentence qui prend effet immédiatement la Cour constate que la décision de 2016 a été adoptée au détriment du

principe de solidarité énergétique. La Commission européenne a pris connaissance de la décision de la Cour en annonçant le retour à la situation légale d'avant les changements favorables à Gazprom introduits en 2016. Selon le président du groupe PGNiG, "cette décision modifie fondamentalement la position de négociations (sur le transit du gaz russe) en faveur de l'Ukraine et complique les choses pour la Russie". Suite à la décision de la Cour, le volume de gaz transporté par le gazoduc Opal devrait ainsi baisser de 12,4 Md m³ par an sur le volume qui représente environ 34 Md m³/an. Gazprom sera désormais obligé de maintenir voire d'augmenter le transit de son gaz par le système ukrainien s'il veut respecter ses engagements d'exportation vis-à-vis des partenaires occidentaux.

- Le Président de PGNiG a déclaré que pour satisfaire à la demande locale en gaz et réduire au minimum l'achat de gaz russe le groupe a besoin en 2020 de 39 transports de GNL qui arriveraient au terminal méthanier de Swinoujście. Jusqu'à la fin du mois d'août, PGNiG a déjà bénéficié de 67 livraisons de GNL pour un volume de 7,5 Md m³ après la regazéification. Rappelons que dans les années 2017-2019, PGNiG a signé plusieurs contrats pour les livraisons de GNL américain.
 - ✓ En novembre 2017 il a signé un contrat de cinq ans avec la société britannique Centrica qui achemine à Swinoujście des quantités modestes de GNL américain ;
 - ✓ En juin 2018 PGNiG a signé deux contrats de 20 ans avec Venture Global LNG et Port Arthur LNG, pour l'achat de 2 M t de GNL/an à chacune des deux sociétés américaines, ce qui correspond à environ 5,5 Md m³ de gaz après regazéification. Le GNL sera livré par Venture Global dès mi-2022 et par Port Arthur dès 2023 ;
 - ✓ En octobre 2018 PGNiG a signé deux contrats à long terme avec les sociétés américaines Venture Global Calcasieu Pass LLC et Venture Global Plaquemines LNG LLC pour la livraison sur 20 ans de 1 M t de GNL/an (1,35 Md m³ de gaz après regazéification). Les livraisons de GNL américain commenceront en 2022 et en 2023 à partir des installations en cours de construction en Louisiane. Elles seront réalisées en formule free-on-board, c.à.d. la réception par l'acheteur dans le port de chargement ;
 - ✓ En novembre 2018 le groupe polonais a signé avec la société texane Cheniere Marketing International un contrat de 24 ans pour l'achat de GNL. Le contrat sera réalisé en deux étapes. Dans une première étape, entre 2019 et 2022, il prévoit la livraison de 0,73 Md m³ (après la regazéification) et dans une seconde étape, entre 2023 à 2042, les livraisons annuelles s'élèveront à 1,95 Md m³. La première livraison de GNL contracté auprès de Cheniere est arrivée au terminal de Swinoujście fin juillet ;
 - ✓ En juin 2019, PGNiG a signé une annexe au contrat avec Venture Global Plaquemines LNG LLC en augmentant de 1 à 2,5 M t par an le volume de gaz qui sera livré à partir du terminal Plaquemines en Louisiane.

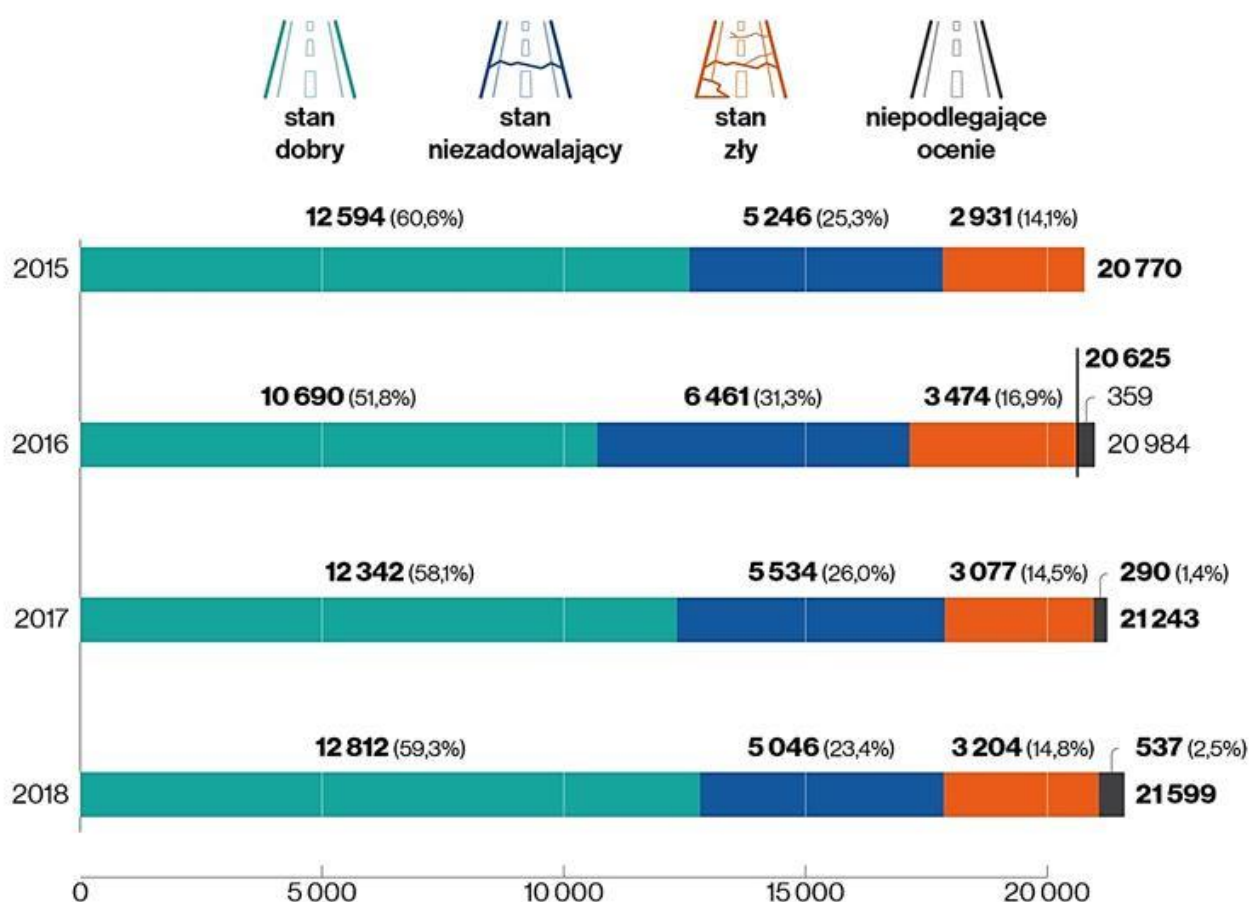
Infrastructures de transport

- Le projet de construction de l'Aéroport Central, est piloté par M. Mikołaj Wild, secrétaire d'Etat au Ministère des Infrastructures. L'Aéroport sera localisé le plus probablement à Baranów, à 40 km à l'ouest de Varsovie. Sa construction coûtera environ 35 Md PLN (8,1 Md EUR), dont entre 16 et 19 Md PLN (soit 3,7-4,4 Md EUR) pour le seul volet aéroportuaire qui devrait être opérationnel fin 2027. L'ensemble des travaux sur le projet d'Aéroport Central est coordonné par la société de projet CPK La société CPK est à la recherche du partenaire stratégique qui proposerait des solutions pour le financement de l'investissement et sa future gestion. Le Président de la société CPK a déclaré lors du Forum Economique de Krynica que l'Aéroport Central ne pourrait pas bénéficier de cofinancement par les fonds européens et qu'il serait nécessaire de recourir au financement commercial. Il a aussi annoncé que parmi des partenaires potentiels sont pris en compte les sociétés d'Extrême Orient qui avaient de l'expérience dans ce domaine. Par ailleurs, dans 264 communes des voïvodies de Mazovie et de Łódź il sera procédé à l'élaboration de la liste des biens immobiliers du Trésor de l'Etat qui pourraient être offerts en échange aux personnes expropriées des terrains repris pour les besoins de la construction de l'Aéroport Central.
- Le Parlement travaille sur le projet de loi portant sur le développement des ports maritimes. La nouvelle loi a pour l'objectif de simplifier et de raccourcir les procédures administratives pour les investissements prévus dans les ports de Gdańsk, Gdynia et Swinoujście. Il s'agit notamment de construire un port central dans le port de Gdańsk, dont le coût pourrait avoisiner 12 Md PLN (2,8 Md EUR), de construire le port extérieur dans le port de Gdynia moyennant 4-5 Md PLN (930-1162 M EUR) et le terminal conteneurisé DCT à Swinoujście pour 3,5 Md PLN (813 M EUR). Le terminal de Swinoujście serait en mesure de traiter jusqu'à 1,5 M EVP/an. La Direction du port de Gdańsk a signé avec la société DS Consulting un contrat pour les services de conseil pour la réalisation, en formule PPP, du port central qui, sur un terrain de 410 ha, abritera six à huit terminaux DCT et quais à différentes destinations.
- Le Programme d'Investissements ferroviaires à l'horizon de 2023 était doté initialement de 66,5 Md PLN (15,5 Md EUR) et en février 2019 son budget a été augmenté à hauteur de 70 Md PLN (16,2 Md EUR). Ce montant doit servir à la modernisation de 9000 km de voies ferrées, mais plusieurs investissements en cours ont pris un retard important et certains chantiers ont été tout simplement abandonnés par les entreprises de génie civil qui se sont plaintes du manque de valorisation de leurs contrats malgré une forte

augmentation du coût de matériaux et de la main d'œuvre. Cette année PKP-PLK SA, gestionnaire du réseau ferré national, envisage de signer des contrats de modernisation d'une valeur de 14 Md PLN (soit 3,2 Md EUR). Les prix des offres présentées lors des appels d'offres lancés par PKP-PLK SA excédant largement les devis, le vice-ministre des infrastructures en charge du secteur ferroviaire, M. Bittel, espère qu'au cours des prochains mois le gouvernement décidera d'augmenter l'enveloppe du Programme d'Investissements Ferroviaires afin de permettre son entière réalisation jusqu'à la fin de 2023.

- Le Ministère de l'Economie Maritime et de la Navigation Fluviale a informé que le plan de la prévention des effets de la sécheresse devrait être prêt en 2020. Ce plan général contient le programme de la rétention en Pologne devant permettre de doubler le volume des eaux retenues qui oscille actuellement autour de 4 Md m³, soit 6,5% du volume du flux des rivières en moyenne annuelle. Le programme de la rétention sera réalisé en 7 ans et coûterait 14 Md PLN (3,2 Md EUR). Il prévoit la réalisation de 94 investissements, dont une trentaine de petits et grands réservoirs de rétention et de barrages.
- Selon l'Office Central de Statistiques, le réseau de toutes les routes publiques en Pologne compte fin 2017, 422 302,8 km. La longueur des routes nationales gérées par la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) s'est élevée à 17 648,4 km, soit 4,18% de l'ensemble du réseau. Lors du contrôle effectué par la Chambre Suprême de Contrôle NIK (équivalent de la Cour des Comptes) la GDDKiA s'est vu reprocher l'insuffisance des travaux d'entretien des routes existantes et notamment la négligence des opérations de réfection des chaussées. Le nombre de ces opérations communiqué dans les rapports sur l'état technique du réseau routier national a été 500 fois plus élevé qu'en réalité et par conséquent le coût de 1000 m² d'une chaussée réparée a apparu 500 fois plus bas que le coût réel. La GDDKiA, en réponse aux reproches de la NIK, a déclaré avoir mis en place un système de monitoring efficace et un nouveau système comptable qui assureraient la gestion optimale des opérations d'entretien en cours et planifiées.

Stan nawierzchni dróg krajowych w latach 2015-2018



Source: Chambre Suprême de Contrôle NIK

En vert – routes nationales en bon état

En bleu – routes nationales en état satisfaisant

En orange – routes nationales en mauvais état

En gris foncé – routes nationales dont l'état n'a pas été évalué

- L'Aéroport de Gdańsk a choisi l'offre de la société Doraco pour le projet et les travaux d'extension du terminal pour passagers T2. Une nouvelle jetée est prévue du côté ouest de l'actuel terminal et le contrat comprendrait aussi la mise en place de l'infrastructure d'accompagnement (dont le système d'éclairage et des installations télétechniques). Grâce à cet investissement, dont le coût s'élève à plus de 255 M PLN (soit 59,3 M EUR), l'aéroport de Gdańsk s'enrichira de 16 000 m² de surface utile.
- La Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) a informé avoir déjà réalisé ou réaliser 60% des investissements prévues par le Programme de Construction des Routes Nationales 2014-2023 doté d'une enveloppe de 135 Md PLN (31,4 Md EUR). La GDDKiA a réalisé à ce jour 58 tronçons routiers d'une longueur de 820 km et 108 tronçons d'une longueur de 1363 km sont en cours de réalisation. Le Programme prévoit que le réseau d'autoroutes et de voies express comptera 7650 km. A ce jour ont été mis en exploitation 1639 km d'autoroutes et 2200 km de voies express, soit un total de 3838 km constituant 50,2% du réseau total. La GDDKiA envisage de lancer encore cette année des appels d'offres pour la réalisation de onze investissements d'une longueur de 250 km, dont le coût est estimé à 12 Md PLN (2,8 Md EUR). Quant au réseau autoroutier, le Ministre des Infrastructures, M. Adamczyk, a annoncé qu'en 2025 sa construction sera entièrement achevée.
- Le gouvernement se prépare à lancer la construction du Canal Silésien de 90 km qui reliera la Vistule à l'Oder. Les consultations consacrées à cet investissement ont eu lieu récemment dans le bâtiment de l'ancienne Diète Silésienne. Le canal constitue un élément important du trajet fluvial international devant connecter les pays baltes aux bassins de la Mer Noire et de l'Adriatique. Le Canal Silésien passerait à côté de Kuźnia Raciborska, Rybnik, Żory, Tychy et Bieruń. Son coût s'élèverait à 11 Md PLN (soit environ 2,5 Md EUR) et sa construction durerait une douzaine d'années.
- Après la défaite en 2012 de la société chinoise Covec qui devait construire un tronçon de l'autoroute A2 entre Łódź et Varsovie, mais qui a dû abandonner ce chantier, c'est une deuxième société chinoise, Stecol Corporation, qui a remporté l'appel d'offres pour la construction d'un tronçon de 16,3 km de la voie express S15 constituant le contournement ouest de la ville de Łódź. Son offre, choisie parmi neuf autres, a été la plus avantageuse aux yeux de la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA). Le prix proposé par les Chinois s'élève à 724,1 M PLN (168,4 M EUR).
- La société DHV Hydroprojekt a signé avec le Président de la société publique « Eaux Polonaises » un contrat pour la réalisation du projet d'un barrage « Lubiąż » sur l'Oder près de la commune Gliniany en Basse Silésie. La construction de ce barrage a pour l'objectif la protection anti-inondation, l'élimination des processus d'érosion dans ce tronçon de l'Oder et la production d'énergie électrique verte. L'investissement devrait être réalisé d'ici 2027 et son coût estimatif s'élève à plus de 400 M PLN (soit environ 100 M EUR).
- La Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) et la société PKP PLK ont rompu cette année plusieurs contrats routiers et ferroviaires avec les constructeurs, ayant constaté de sérieux retards dans la réalisation des investissements. Les entreprises de construction expliquent ces retards par une importante augmentation de leurs coûts et le manque de valorisations adéquates de la part du maître d'ouvrage. Certaines entreprises refusent de signer les contrats après avoir remporté des appels d'offres. L'Union Polonaise des Employeurs du Bâtiment et la Chambre Polonaise de la Construction Routière ont adressé une lettre au Premier Ministre Morawiecki en lui demandant de prendre des mesures en vue de réduire rapidement les risques qui se posent devant ce secteur et qui menacent la réalisation des programmes d'investissements ferroviaires et routiers. L'actuel système de valorisation des contrats n'est pas suffisant et ne se rapporte pas aux contrats signés avant 2018. Or les entreprises notent des pertes sur les contrats signés entre 2015 et 2017 d'autant plus que les prix de matériaux de construction ont augmenté de 20% à 60% et continuent d'augmenter. Un nouveau système flexible et juste de valorisations devrait être rapidement mis en place. Sans cela le fonctionnement des entreprises de construction sera menacé et pourrait entraîner la suppression de 85 000 emplois dans le secteur.

Bâtiment/Logement

- Le Vice-ministre des Investissements et du Développement en charge du logement, M. Artur Soboń, a annoncé que dans le cadre du programme « Logement + » 887 logements ont été construits et 663 logements sont en cours de construction. Il est prévu que cette année encore 42 logements seront prêts et l'année prochaine le programme s'enrichira de 513 logements à Katowice. En 2020, environ 9000 logements seraient en construction au lieu de 100 000 comme annoncé au démarrage du programme. Le Programme National de l'Habitat, adopté par le gouvernement PiS, prévoit d'arriver à l'indice de 435 logements par 1000 habitants en 2030, alors qu'il était en 2018 de 380 logements par 1000 habitants. Il en résulte que le déficit s'établit à 2,8 M de logements à construire en 12 ans.
- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW) est sur le point d'enregistrer la société « Maisons polonaises en bois » qu'il détiendra à 99%, le 1% restant reviendra à la Banque de la Protection de l'Environnement BOŚ. La nouvelle société sera dotée d'un capital de 50 M PLN (11,6 M EUR) et réalisera une partie du programme « Logement + ». Elle sera chargée de construire des immeubles d'habitations en bois de trois ou quatre étages, alimentés en

électricité par les panneaux solaires installés sur les toits. Dans une première étape la société réalisera un projet-pilote aux abords d'une des grandes villes polonaises.

- Selon les données de la société de conseil Cushman&Wakefield, en Pologne la surface globale disponible d'entreposage s'est élevée à la fin du premier semestre de 2019 à 16,89 M m². Au cours des six premiers mois de cette année 47 projets ont été achevés pour une surface totale de 1,09 M m², soit une augmentation de 16% par rapport au premier semestre de 2018. L'indice des surfaces inoccupées s'élève à 5,6%. Le niveau des loyers reste stable avec 2,50 – 3,80 EUR/m².
- La collectivité régionale de Silésie entend devenir opérateur des processus de réhabilitation des terrains industriels dégradés de la région. Cette initiative a eu le soutien d'une quarantaine d'acteurs de la région, dont des collectivités locales et des syndicats miniers. Selon la proposition de la Diétine de Silésie, l'opérateur de réhabilitation devrait pouvoir contrecarrer les processus de polarisation dans la région et dynamiser le développement dans les zones post-minières. Ses tâches pourraient faire partie du « Programme pour la Silésie ».
- La société de conseil Deloitte a élaboré un rapport sur le secteur de l'habitat dans seize pays de l'UE et en Norvège en 2018. Il en résulte que 1 m² de logement en Pologne coûtait en moyenne 1370 EUR, soit une augmentation de 3,8% par rapport à 2017. Dans la capitale polonaise ce prix s'élevait à environ 1935 EUR/m², à Cracovie à 1607 EUR/m², à Wrocław – à 1559 EUR/m² et à Łódź – à 1237 EUR/m². En ce qui concerne les capitales de l'Europe Centrale, les prix les moins élevés ont été notés à Zagreb (1720 EUR/m²), à Riga (1744 EUR/m²) et à Budapest (1853 EUR/m²) et le prix le plus élevé à Prague (3162 EUR/m²). Selon l'Office Central de Statistiques (GUS) les prix de logements en Pologne ont augmenté en moyenne de 1,9% au cours du premier trimestre de cette année par rapport au dernier trimestre de l'année passée.

Transport

- Le 23 septembre courant le gouvernement polonais a adopté la « Stratégie de développement des transports d'ici 2030 » (la *SRT2030*). Son objectif principal est « d'augmenter l'accessibilité des transports et d'améliorer la sécurité des usagers et l'efficacité du secteur du transport par la création d'un système de transport cohérent, durable, innovant et convivial au niveau national, européen et global ». La réalisation de cet objectif devrait se faire par la mise en œuvre des six axes majeurs d'intervention applicables à chaque mode de transport, soit :
 1. construction d'un réseau de transport cohérent,
 2. amélioration de l'organisation et de la gestion du système de transport,
 3. changements dans la mobilité individuelle et collective,
 4. amélioration de la sécurité des usagers des transports et des marchandises transportées,
 5. réduction de l'incidence négative des transports sur l'environnement,
 6. amélioration de l'utilisation des fonds publics destinés à financer des investissements dans les transports.

Le document prévoit aussi la réalisation des 22 projets stratégiques dans le domaine des transports résultant de la « Stratégie pour un Développement responsable », dite Plan Morawiecki, lancée en 2016. Par contre, la Stratégie introduit un important changement en ce qui concerne le nombre de véhicules électriques en Pologne : le « Plan du développement de l'électromobilité » présenté par le gouvernement en 2016 prévoyait 1 M de véhicules électriques sur les routes polonaises en 2025, en revanche, d'après la Stratégie le nombre de véhicules électriques et hybrides pourrait atteindre plus de 600 000 en 2030.

- Le Fonds de développement polonais (*PFR*) a accordé à PESA (fabricant polonais du matériel roulant) un financement par l'affacturage à hauteur de 260 M PLN (60, 5 M EUR). Pour rappel, en juillet 2018, PESA, a signé le contrat de reprise de presque 100 % de ses parts (une faible part des actions restera dans les mains des employés) par le PFR pour un montant de 300 M PLN (69, 8 M EUR). PESA, actuellement en grande difficulté financière, a développé une stratégie risquée de prix bas et d'engagements en l'absence de nombreuses références. Le 29 octobre 2018 PESA a signé avec un consortium des banques un contrat de crédit à hauteur de 1,2 Md PLN (0, 3 Md EUR), néanmoins, l'un des bailleurs de fonds avait remis en cause le financement ce qui a de nouveau causé les problèmes de liquidités de PESA.

Urbain

- Lors du Congrès de la Nouvelle Mobilité tenu à Lublin les présidents de plusieurs villes polonaises (dont entre autres les présidents de Varsovie, Łódź, Słupsk et Lublin) et les représentants des organisations liées au transport ont signé une « Déclaration des villes pour le développement de l'électromobilité ». Dans ce document les signataires déclarent intensifier les efforts visant à promouvoir les véhicules électriques en Pologne et soutenir des technologies innovantes dans le transport en commun et le transport privé.
- MPK, régie de transports en commun de Cracovie a lancé un appel d'offres pour la fourniture des 50 bus électriques. Les véhicules dont l'achat sera cofinancé avec les fonds européens, devraient être livrés d'ici

la fin 2020. Actuellement, MPK dispose de 26 bus électriques ; avec la réalisation d'un nouveau contrat les véhicules écologiques constitueront 14% du parc de MPK.

Ferroviaire

- La Banque européenne d'investissement a accordé à PKP Intercity un prêt à hauteur de 233 M EUR pour l'achat du nouveau matériel roulant. Cette aide doit, selon Vazi Hudak, vice-président de la BEI, soutenir la modernisation du secteur du transport en Pologne, et notamment le secteur ferroviaire. Pour rappel, PKP Intercity réalise actuellement le plus grand programme d'investissement de son histoire dont la valeur s'élève à 7 Md PLN (1, 6 Md EUR).
- PKP Cargo prévoit la création d'une nouvelle société dont la spécialisation sera la production et la modernisation des wagons de fret. Une lettre d'intention entre PKP Cargo et l'entreprise *Wagony Świdnica* (filiale du groupe américain *The Greenbrier Companies*) en la matière vient d'être signée ; la signature d'un contrat définitif est prévue avant la fin 2019. Le projet a pour objectif de renouer les capacités de production des wagons de fret et de créer un site de production et de modernisation du matériel roulant pour PKP Cargo. L'investissement s'inscrit dans la stratégie de développement de l'opérateur dans le secteur intermodal de fret. De plus, PKP Cargo est en train de discuter l'achat des parts à la société *Hatrans* (sise à Łódź), organisateur des liaisons ferroviaires sur le trajet Łódź – Chengdu – Xiamen dans le cadre de la nouvelle route de la soie.

HONGRIE

Environnement

Eau

- La Banque internationale d'investissement (BII), ancienne banque du COMECON qui a récemment déménagé son siège à Budapest, a accordé une subvention de 50 000 EUR au programme international « Clear Water, Happy Tisza », qui réunit cinq États riverains dont trois – Hongrie, Slovaquie, Roumanie – sont membres de la BII. Le programme vise à empêcher, par la prévention, la pollution de cette rivière emblématique d'Europe centrale. Il s'agit du premier prêt accordé depuis que la BII a emménagé dans ses nouveaux locaux.

Energie

Gaz et électricité

- Alteo, compagnie hongroise d'énergies renouvelables, a signé un contrat d'O&M de près de 4 M EUR avec la compagnie énergétique MOL. Le contrat porte sur la maintenance, la révision et la modernisation de la centrale électrique TVK de Tiszaújvaros, dans le centre du pays. La centrale en question, détenue par MOL, alimente directement son usine pétrochimique de Tiszaújvaros, ainsi que quelques autres sites industriels proches. La capacité de la centrale sera réduite pour la durée des travaux, obligeant à instaurer un système de rotation pour l'approvisionnement électrique des usines qui lui sont directement reliées.
- Selon Laszlo Palkovics, ministre de l'Innovation et de la Technologie, la Hongrie pourrait arriver à une électricité décarbonnée à 90% d'ici 2030 à deux conditions : que l'extension de la centrale nucléaire de Paks soit achevée dans les temps et que le développement du parc solaire hongrois se poursuive au rythme des trois dernières années.
- Alteo a inauguré à Budapest une infrastructure de stockage d'énergie d'une valeur de 3 M EUR, dont 1,5 M EUR ont été subventionnés par le gouvernement. Cet investissement permettra de stocker dans des batteries l'électricité produite par les installations éoliennes et solaires de l'entreprise, et donc de lisser sa distribution dans le réseau. Il s'agit de la première infrastructure de ce type en Hongrie.
- E.ON, énergéticien allemand, a racheté 77% des parts d'Innogy à son concurrent RWE. Ce rachat européen a des conséquences directes sur le marché hongrois puisqu'Innogy est le propriétaire du distributeur d'électricité Elmű-Emasz. E.ON contrôle donc désormais 90% du marché hongrois de la distribution d'électricité aux particuliers. Ce marché étant encore régulé par l'État hongrois, les conséquences à court terme pour le consommateur devraient être minimales, E.ON devant a priori garantir la portabilité des contrats.
- Aux termes de la loi hongroise, E.ON doit maintenant émettre une offre publique d'achat sur le reste du capital d'Elmű-Emasz. Les deux entreprises ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de plus de 5% en glissement annuel au premier semestre 2019.
- A noter également que cette acquisition n'a été approuvée par la Commission européenne qu'à la condition qu'en Hongrie et République tchèque, E.ON vende certaines de ces activités et en développe d'autres afin de conserver un environnement concurrentiel sain.
- Les prix de l'électricité pour les entreprises, non régulés, ont à la mi-septembre momentanément atteint un niveau record, s'établissant à cinq fois les prix pratiqués en Allemagne. Ce pic momentané s'explique

par une baisse de la production et une hausse de la demande concomitantes en Hongrie et dans les pays avec lesquels son réseau est couplé – Roumanie et Slovaquie notamment.

ENR

- Fővárosi vízművek, la régie municipale budapestoise en charge de l'entretien du réseau des eaux, a inauguré un parc solaire d'une puissance totale de 220 kW sur l'île de Csepel, au sud de Budapest. Ce nouveau parc fait partie d'un programme plus vaste de 3 M EUR visant au développement des parcs solaires dans la région capitale, soutenu par la municipalité. Fővárosi vízművek espère rembourser ses investissements en dix ans.

Pétrole

- MOL, la compagnie pétrolière nationale, a lancé la construction d'un complexe d'une valeur de 1,2 Md EUR à Tiszaújváros. La compagnie a reçu une aide de 131 M EUR du gouvernement hongrois, sous la forme de remises de taxe et de subventions directes. Le nouveau complexe devrait employer 200 personnes et produire 200 000 T de polyol – composant essentiel du plastique - par an et augmenter l'EBE du groupe de 150 M EUR par an.

Transports

- Laszlo Palkovics, ministre hongrois de l'Innovation et de la Technologie, a rencontré le ministre allemand des Transports et des Infrastructures digitales, Andreas Scheuer. Les discussions ont porté sur des sujets variés : voiture électrique et autonome, transports en commun propres, etc. Les ministres ont également convenu de renforcer la coopération entre leurs pays, ainsi qu'avec l'Autriche, afin de coordonner le déploiement des bornes de recharge pour voiture électrique sur leur territoire. L'électrification des voies ferrées transnationales a également été discutée.

Transports aériens

- Avi Alliance, propriétaire et gestionnaire privé de l'aéroport Liszt Ferenc de Budapest, va construire un nouveau terminal dédié aux avions low-cost. Ce nouveau terminal sera construit à l'emplacement initialement attribué au projet, finalement abandonné, du terminal 2C. Ce nouveau terminal disposera du chauffage, de la climatisation, de toilettes et de boutiques. Jusqu'à présent, les passagers des vols low-cost étaient orientés vers des hangars aménagés, faisant office de terminaux. Le gouvernement avait menacé de rendre illégal l'usage de tels bâtiments si l'aéroport ne lançait pas rapidement des travaux pour un nouveau terminal plus confortable pour les passagers.

Transport routier

- Waberer's, principale entreprise hongroise de fret routier, pourrait considérer la vente de Waberer's Hungaria Disposito (WBH), sa filiale d'assurances. WBH est une compagnie d'assurance généraliste qui ne propose pas d'assurance-vie. Cette vente s'inscrirait dans un contexte de restructuration et de recentrage de Waberer's sur son cœur de métier, le fret routier et la logistique, après que l'entreprise a subi des pertes nettes en 2018.
- Le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie à l'égard des bus, visant à centraliser les achats et entretiens de bus et de cars entre les différentes compagnies publiques, nationale ou régionales. Un comité central mixte sera établi, chargé de centraliser les achats et la rénovation de la flotte de bus entre 2020 et 2028. Les nouveaux bus devront avoir des moteurs électriques répondant à la norme Euro 6. L'État instituera également des formations spéciales pour les conducteurs de bus électriques. Cette nouvelle stratégie devrait faciliter l'absorption, prévue à moyen terme, de six compagnies publiques régionales par la compagnie publique nationale, Volanbusz.

Transport ferroviaire

- MAV, compagnie nationale des chemins de fer, s'est vue à plusieurs reprises contraintes d'annuler des trains régionaux, faute de conducteurs. La compagnie n'a pas pu suivre la forte évolution des salaires hongrois ces dernières années - +/-10% par an. Des négociations avec les syndicats sont en cours, la direction de l'entreprise ne pensant pas pouvoir accorder d'augmentation supérieure à +5%, contre +12% demandés par les organisations syndicales.

Transports urbains

- L'union syndicale EKSZ, qui représente les salariés de BKK, l'opérateur des transports publics budapestois, a initié une nouvelle série de négociations salariales – concernant l'année 2020 - avec la direction de l'entreprise. Ses demandes sont les mêmes que pour l'année 2019 – une hausse des salaires de 15% - mais elles ne seront selon toute vraisemblance pas satisfaites, BKK ayant accepté l'an passé à une hausse de 8%.

- La rénovation et l'extension de la ligne de tram 1 de Budapest, qui dessert les quartiers périphériques de la ville, a coûté 27 M EUR au lieu des 1,4 M EUR prévus initialement. Cette extension vise à faciliter la connexion entre les différentes gares secondaires de Budapest. 1,7 km de voies ont déjà été inaugurés, mais les travaux ne sont pas achevés dans leur totalité.

Infrastructures

Routes

- La Commission européenne a accordé 552,6 M EUR à la Hongrie pour financer les travaux d'expansion de l'autoroute M30 dans le nord du pays. L'autoroute devrait ainsi être prolongée jusqu'à la frontière slovaque, renforçant l'interconnexion dans la région et l'avancement du projet européen « Via Carpatia », devant relier l'Estonie à la Grèce. Les travaux devraient être complétés en février 2022.
- La Hongrie va coopérer avec le land allemand de Bade-Wurtemberg sur un projet d'autoroute électrifiée. Ce projet vise à installer des câbles électriques au-dessus d'une autoroute déjà existante, permettant ainsi à des camions adaptés de s'y connecter, à la manière d'un trolleybus. Cette technologie, une fois viable, représenterait un grand intérêt pour ce pays de transit qu'est la Hongrie, et permettrait de faire sensiblement baisser ses émissions de gaz à effet de serre.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Dans le nouveau Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027 proposé par la Commission, la République tchèque devrait supporter une forte baisse des allocations prévues au titre de la PAC et de la politique de cohésion. Dans ce contexte, elle souhaiterait disposer d'une plus grande flexibilité dans l'utilisation de ses subventions. Selon la secrétaire d'État aux affaires européennes, Milena Hrdinkova, la République tchèque sait comment faire face à ces réductions budgétaires, même s'il s'agit d'une des plus importantes baisses parmi tous les Etats membres.

Energie

- ČEZ devrait quitter la Roumanie : le groupe énergétique veut y vendre sept sociétés et y garder seulement les sociétés de services énergétiques modernes (ESCO). Le groupe a invité les sociétés intéressées à manifester leur intérêt avant le 25 septembre. Ce projet de ventes est conforme à la nouvelle stratégie de ČEZ, qui prévoit une vente progressive de ses actifs (hors ESCO) en Bulgarie, en Roumanie, en Turquie et, en partie, en Pologne. Le groupe veut se concentrer sur le marché intérieur, les services énergétiques, les sources d'énergie renouvelables (centrales solaires) et l'extraction du lithium. A noter que ČEZ a aussi acheté une part minoritaire de la société Zolar qui propose des solutions numériques de gestion des systèmes photovoltaïques.
Par ailleurs, ČEZ a reçu, début septembre, un avis favorable du ministère de l'environnement concernant le projet d'extension de la centrale nucléaire de Dukovany (projet de construction d'un ou deux nouveaux réacteurs), suite à l'étude d'impact environnementale qui a été réalisée. Cet avis fixe une puissance limite de 2400 MWe qui ne reprend pas la demande de ČEZ d'une puissance installée totale de 3500 MWe. L'Autriche n'exclut pas la possibilité de contester cet avis auprès de l'Union européenne.
- Selon des informations de presse, la société EPH, contrôlée par Daniel Křetínský, serait intéressée par l'achat de la mine de charbon polonaise de Janina. Cette mine de charbon appartient au groupe énergétique Tauron, qui a annoncé son intention de vendre la mine. Cette information de rachat n'a toutefois pas été confirmée par EPH.
- L'un des plus importants appels d'offres de cette année dans le secteur de l'énergie concerne la construction du gazoduc Capacity4Gas reliant les Monts Métallifères à la frontière entre la République tchèque (Přimda, en Bohême de l'ouest) à la Bavière. Cette construction sera partagée entre les groupes Denys (Belgique), Sicim (Italie) et Metrostav (République tchèque) pour un montant qui devrait atteindre 4,1 Md CZK (158,6 M EUR). L'ensemble du gazoduc, de 150 km de long, devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2020. Il sera construit parallèlement à l'infrastructure actuelle (Gazelle) pour faire transiter via le territoire tchèque le gaz provenant de Nord Stream 2 via le gazoduc allemand Eugal.

Environnement

- Une conférence sur le changement climatique, qui s'est tenue le 17 septembre à la chambre des députés, a été l'occasion pour le Premier ministre tchèque Andrej Babis, tout en soutenant la stratégie mise en place pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, de remettre en cause cet objectif qui menace la compétitivité de l'industrie tchèque. Compte tenu de sa base industrielle, la République tchèque assumera des coûts très élevés pour la décarbonation (doublement à l'horizon 2050 pour atteindre plus de 22 Md EUR soit le double des investissements tchèques actuels). Le Premier ministre a

déclaré qu'il faudra aussi convaincre la Commission européenne que l'énergie nucléaire est une source propre.

- L'Institut hydrométéorologie tchèque (ČHMÚ) a annoncé que l'été 2019 a été le plus chaud en République tchèque depuis 58 ans, avec une température moyenne de 19,5°C, une valeur supérieure à la normale de 2,5°C. C'est le mois de juin qui a été particulièrement chaud cette année, avec un record de température de 38,9°C mesuré en Bohême du nord.
- Le gouvernement tchèque a proposé dans le PLF 2020 une subvention pour l'énergie verte d'un montant de 27 Md CZK (1,05 Md EUR), une hausse de 815 M CZK (31,7 M EUR), la plus élevée de ces trois dernières années. Il y a plusieurs raisons à la hausse des dépenses de l'État dans ce domaine : 1) la connexion de 782 nouvelles sources depuis 2015 (notamment la cogénération, de petites centrales hydroélectriques et l'année dernière aussi les éoliennes) 2) la quantité d'énergie fournie est en augmentation, sauf en 2018.

Eau

- L'eau potable abordable pourrait être protégée par la constitution : selon le ministre de l'agriculture M. Toman, les dépenses pour l'eau ne devraient pas dépasser 2% des revenus du ménage, sinon elle devrait être subventionnée.

Transports

Ferroviaire

- Le conseil de surveillance des Chemins de fer tchèques (ČD) a décidé de nommer au poste de directeur général M. Václav Nebeský, jusqu'ici vice-ministre politique au ministère du développement régional, responsable pour les TIC. Nebeský a défait 32 candidats qui se sont présentés au concours. Sa nomination soulève des interrogations des opposants politiques qui critiquent ce choix « politique » et pointent du doigt le lien entre l'affaire des subventions d'Agrofert et l'épouse de Nebeský. Cette dernière, directrice du département de la coordination des fonds européens au ministère du développement régional, était chargée de rédiger la réponse de la République tchèque au rapport d'audit de la Commission européenne sur le conflit d'intérêt présumé du Premier ministre Babiš concernant les subventions reçues par le groupe Agrofert. Mme Nebeská a annoncé sa démission.
- L'opérateur privé tchèque, Leo Express, a acquis en août 2019 les droits pour la marque « transporteur national », jusqu'à présent utilisée exclusivement par les Chemins de fer tchèques. Son concurrent RegioJet est toujours en attente de pouvoir utiliser cette marque. Avec une part dans le marché ferroviaire de 1,44%, Leo Express poursuit son expansion, notamment dans le transport régional et exploitera, après avoir remporté les AO correspondant, à partir de décembre 2019 plusieurs lignes régionales (région de Pardubice et de Zlín). A l'international, l'opérateur a annoncé son intention d'entrer sur le marché du transport régional de passagers dont l'exploitation en Allemagne fait l'objet d'AO. A cette fin, les actionnaires de Leo Express ont décidé de fonder une nouvelle entreprise en Allemagne. Leo Express y est déjà actif et exploite, après avoir acquis les activités de Locomore, les trains entre Berlin et Stuttgart pour Flix Train.
Les trois nouveaux trains Sirius, commandés par Leo Express auprès du groupe chinois CRRC, viennent d'arriver en République tchèque pour être testés au centre d'essais ferroviaires de Velim. Une fois homologués, ces trains, pouvant atteindre 160 km/h, doivent être mis en service l'an prochain sur des liaisons intérieures tchèques, puis internationales, vers la Slovaquie et la Pologne. Leo Express, qui exploite actuellement cinq rames Stadler Flirt de Prague à Ostrava et Kosice, a la possibilité de lever une option sur 30 rames Sirius de plus. Plusieurs studios de design tchèques ont participé au développement de ce modèle assemblé en Chine, dont près de 20 % des composants (dont les aménagements, choisis avec les futurs voyageurs, et les dispositifs de sécurité) doivent contractuellement provenir de sous-traitants tchèques.
- Le gestionnaire des infrastructures ferroviaires, SZDC, a présenté les premiers livrables de l'étude de la ligne à grande vitesse entre Prague et Brno à 320 km/h et prévoit de lancer fin septembre une consultation préalable au marché relatif à la documentation pour le permis de zonage pour le premier tronçon Prague Běchovice – Poříčany, projet pilote sur cette ligne.
- Malgré la progression de l'activité de fret ferroviaire au cours des dernières années, le plus grand opérateur de fret ferroviaire tchèque ČD Cargo constate une forte diminution du transport de certaines matières premières (charbon et minerai de fer), due à l'effort de l'UE de donner la priorité aux matières premières dites propres. Comme le transport des composants pour l'industrie automobile pourrait également enregistrer un recul important dans les années à venir, ČD Cargo procède à l'ajustement de son plan d'affaires pour se concentrer davantage sur les matières premières mieux résistantes au ralentissement économique (transport de bois) et se développer davantage à l'international, notamment sur le marché allemand.
- A l'initiative des transporteurs de fret ferroviaire qui se plaignent de la capacité insuffisante des lignes ferroviaires à Prague, le gestionnaire des infrastructures ferroviaires SZDC commence à examiner la

possibilité de construire un périphérique ferroviaire à Prague. L'aménagement des lignes ferroviaires aux alentours de Prague, notamment au nord, permettrait aux trains de fret de contourner la ville.

Routier

- Afin d'accélérer la construction et la modernisation des autoroutes et étant donné les nombreux travaux routiers affectant la disponibilité des routes, le ministère tchèque des transports a décidé de faciliter le recours au travail de nuit sur les autoroutes. Le travail de nuit sur les autoroutes est autorisé en République tchèque mais seulement de manière limitée. Afin d'élargir le champ des travaux de nuit, l'Etat devra procéder aux modifications de certaines normes, notamment pour limiter le bruit, en collaboration avec le ministère de la santé.

Spatial

- Lors du 15^{ème} anniversaire de l'Agence du GNSS européen GSA à Prague, la commissaire européenne chargée du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, Elzbieta Bienkowska, a souligné que le système européen de radionavigation par satellite Galileo a atteint 1 Md d'utilisateurs de smartphones dans le monde. Au total 95% des entreprises produisant des puces pour smartphone pour la navigation par satellite fabriquent des puces compatibles avec le système Galileo, le plus précis au monde. Elle a fait valoir que, dans l'Union européenne, tous les nouveaux modèles de voitures ayant été homologué avant la mise sur le marché sont équipés du système eCall, qui utilise Galileo pour communiquer la localisation du véhicule aux services d'urgence. Depuis 2019, Galileo est également intégré dans les tachygraphes numériques des camions qui permettent l'enregistrement de la vitesse et de la distance parcourue afin de garantir le respect des règles relatives au temps de conduite. Galileo propose également un service de recherche et de sauvetage SAR ainsi qu'un service public réglementé pour une utilisation répondant à des objectifs de sécurité.

Urbain

- Après avoir rejeté l'idée d'introduire des zones à faibles émissions de CO₂, la mairie de Prague envisage de mettre en place dans trois ans un système de péage urbain pour les véhicules. Le péage perçu servirait à l'achat de véhicules produisant une faible quantité d'émissions et des véhicules électriques. Cette démarche nécessite un changement de la loi sur les infrastructures terrestres. La ville souhaite parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050.
- La mairie de Prague a approuvé le projet d'électrification de la ligne de bus 119 allant jusqu'à l'aéroport pour y déployer des trolleybus à grande capacité (25 mètres) et à recharge dynamique permettant également une circulation sur batterie. L'aéroport souffre toujours d'une mauvaise connexion au centre-ville. La nouvelle liaison ferroviaire n'est pas prévue avant 2029. Les coûts d'électrification de l'actuelle ligne de bus 119 sont estimés à 900 M CZK (35 M EUR) avec une mise en service en 2023.

Electromobilité

- Le ministre de l'industrie et du commerce Karel Havlíček soumettra au gouvernement d'ici la fin de l'année l'actualisation du Plan national de la mobilité propre dans lequel la République tchèque s'est engagée à réduire les émissions du secteur du transport et à atteindre d'ici 2030 une part de 14% de véhicules adaptés à des sources d'énergie renouvelable. Le soutien de l'Etat n'est pas ciblé uniquement sur la mobilité électrique mais également sur les technologies à hydrogène dans le transport. Le ministère de l'industrie et du commerce vient de lancer un nouveau programme pour construire l'infrastructure nécessaire (huit points de ravitaillement pour l'hydrogène d'ici 2023) et espère voir environ 90 000 véhicules à hydrogène d'ici 2030. En raison du manque d'infrastructures, il n'y en a pas un seul à l'heure actuelle.
- Škoda Auto a lancé la fabrication de son premier modèle hybride SuperbiV dans son usine de Kvasiny. L'entreprise espère en vendre 15 000 exemplaires par an, soit 20 % de la production totale de la SuperbiV. Les principaux débouchés pour ce modèle devraient être l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la République tchèque. Le lancement de la Skoda hybride rechargeable s'inscrit dans la stratégie d'électrification de Skoda, qui prévoit d'introduire 10 modèles électriques d'ici à 2022 (dont également la petite citadine électrique Citigo, puis un véhicule de loisir basé sur la plateforme modulaire MEB du groupe Volkswagen).

LETTONIE

Energie

- Le 11 septembre 2019, le Premier ministre letton, Krišjānis Kariņš, le directeur de l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux (INEA), Dirk Beckers, et le président du Conseil d'administration de gestionnaire du réseau de transport d'énergie électrique « Augstsprieguma Tīkls », Varis Boks, ont

inauguré la troisième et dernière étape du projet appelé « Kurzeme ring ». Ce projet, d'un montant total de 127 M EUR, dont 45% cofinancés par le fonds européen, a intégré la construction d'une ligne à haute tension de 207 km reliant Ventspils et Riga, la reconstruction de dix sous-stations de 110 kV et de la sous-station Riga « Imanta » de 330 kV, ainsi que la construction de deux nouvelles sous-stations à Kemerī (110 kV) et à Tume (330 kV). Les travaux ont été réalisés par le consortium d'entreprises « LEC », « RECK » et Empower ». Pour mémoire, le projet « Kurzeme ring », réalisé dans le cadre de NordBalt, prévoit la construction d'une ligne à haute tension d'une longueur de 340 km avec une capacité de 800 MW à l'ouest du pays.

Transports

- Le nombre de passagers transportés par la compagnie aérienne airBaltic en janvier-août 2019 a atteint 3,374 M, en hausse de 22% par rapport à la même période en 2018. Sur les huit premiers mois de cette année, airBaltic a effectué 42 023 vols (+13%) avec un taux de remplissage moyen de 76% (75% en 2018). Pour mémoire, en 2018, le nombre de passagers transportés par airBaltic a atteint un niveau record de 4,1 M.
- La compagnie aérienne low-cost « Transavia », appartenant au groupe « AirFrance-KLM », envisage de lancer deux vols par semaine depuis Riga sur Paris, l'aéroport d'Orly, à partir du 29 mars 2020. Le prix de billets serait à partir de 39 EUR.

Environnement

- L'entreprise lettone, Eco Baltia Vide, qui fait partie du groupe «Eco Baltia», leader en matière de gestion de déchets en Lettonie, en coopération avec l'éco-organisme Latvijas Zalais Punkts, vient d'investir 50 000 EUR dans un projet pilote de tri des articles textiles. Le projet prévoit d'installer vingt conteneurs spéciaux de tri de vêtements, d'articles chaussants et d'articles textiles divers à Riga et sa banlieue. Le projet pilote permettra d'obtenir les données sur les habitudes des ménages et développer une infrastructure de collecte et de tri d'articles textiles adapté aux besoins de la Lettonie.
- Le tribunal administratif de la région de Riga a décidé de rejeter le recours de la municipalité de Riga contre la décision du Conseil de la concurrence de suspendre le contrat de partenariat public-privé signé entre la municipalité de Riga et l'entreprise SIA « Getlini EKO », portant sur la gestion des déchets de la ville de Riga pour les vingt prochaines années. Le montant du contrat s'élève à 686,3 M EUR. Le tribunal a reconnu que la municipalité de Riga et l'entreprise en question, se trouvent en position dominante sur le marché des déchets de Riga et que leur activité peut laisser un impact sur le commerce des déchets ménagers triés et non triés entre les pays membres (article 102 du TFUE sur l'abus d'une position dominante sur le marché).

LITUANIE

Environnement

- Au Sommet des Nations Unies sur le changement climatique, le président lituanien G. Nausėda a présenté l'initiative globale de la Lituanie « Passer à un chauffage durable », dont l'objectif consiste à réduire l'utilisation des carburants fossiles et à généraliser l'utilisation de la biomasse comme combustible pour le chauffage central. Le chef d'Etat considère que le développement de la biomasse à grande échelle est ce qui constitue la spécificité lituanienne pour atteindre ses engagements de neutralité climatique (en parallèle avec le développement de l'éolien et du solaire).
- Les auditions du candidat lituanien au poste de commissaire européen de l'environnement et des océans, V. Sinkevičius ont eu lieu le 3 octobre au Parlement européen. Le plus jeune commissaire jamais désigné dans l'histoire de la CE a cité parmi ses priorités la biodiversité, l'économie circulaire, la stratégie « zéro pollution » et la pêche.
- V. Sinkevičius a évoqué que Vinted, la plateforme lituanienne de ventes de vêtements de seconde main, pouvait être une référence et un exemple à suivre en matière d'économie circulaire (Vinted fédère 23 M d'utilisateurs dont 10 M en France).
- Début octobre, une équipe d'experts provenant de la Commission européenne et de la BERD, a commencé à Vilnius une mission d'analyse qui débouchera sur la mise sur pied du Plan d'action lituanien de financement vert et durable, ainsi que sur une étude de faisabilité sur la création d'un Institut lituanien pour le financement vert. Cette mission vient confirmer que la Lituanie met bien en œuvre des mesures permettant au pays de faire de l'économie verte l'une des priorités de sa stratégie nationale à long terme « Lituanie 2030 ».

Energie

- Achat d'électricité provenant de la centrale nucléaire d'Astravietis : M. Letvits, le Président letton en visite en Lituanie au cours de la première semaine d'octobre, a indiqué à son homologue lituanien, que si la

Lettonie doit acheter de l'électricité depuis la centrale d'Astraviets en Belarus au cours du 1er semestre 2020 lors de l'entrée en production de cette centrale nucléaire, cette situation ne devrait pas dépasser 2025, année pendant laquelle le système de transport électrique des pays baltes et le système russo-biélorusse BRELL devraient être définitivement séparés.

Transports

- Dans une interview à la chaîne américaine CNN, le Président G. Nausėda, qui est né à Klaipėda, a déclaré qu'il était du devoir de la Lituanie d'aider la Biélorussie à garder un tant soit peu d'autonomie. Le nouveau Président élu a notamment évoqué « la création de canaux alternatifs d'importation de pétrole par le port de Klaipėda, car en ce moment les Biélorusses étaient totalement dépendants des infrastructures russes ». Pour M. Nausėda, « les Biélorusses étaient à la recherche d'alternatives et il convenait de répondre, « nous, les Litoniens, sommes là » ».
- Lors de la 13ème Semaine des transports Biélorusses, le ministre lituanien des Transports et des Communications, Jaroslav Narkevičius, a rencontré son homologue biélorusse Alexey Avramenko. L'un des principaux thèmes de la réunion traitait de la coopération entre les deux pays dans les domaines du transport de fret et des passagers. Le ministre lituanien indiquait que la société conjointe dite de « block train de transports de containers » de la société Viking avait augmenté son volume de fret de 20% en 2018. Le ministre rappelait que le transport de marchandises de base entre les deux pays allait devenir plus rapide grâce à la modernisation de la voie en Lituanie. Le ministre J. Narkevičius ajoutait que la Lituanie était également prête à fournir des services logistiques efficaces pour le parc industriel de Great Stone situé à la proximité de Minsk, ainsi qu'attirer davantage de marchandises en transit en provenance de Russie, d'Ukraine et du Kazakhstan. A noter :
 - l'extension de la coopération jusqu'à 2021 entre « Klaipėdos nafta », la société lituanienne de manutention des produits pétroliers et « BNK », la plus grande exportatrice biélorusse de produits pétroliers, a été annoncée. La société pétrolière biélorusse a l'intention d'accroître les exportations de produits pétroliers par les ports litoniens en 2020, tandis que, selon la presse, « le volume de manutention par les ports lettons et estoniens diminuera » ;
 - la société de manutention « Bulk Cargo Terminal (BKT) » à Klaipėda, une filiale de Belaruskalij, le premier producteur d'engrais biélorusse, a annoncé qu'il allait augmenter les exportations d'engrais via le port alors qu'il s'apprêtait à augmenter sa production de 3 M t d'ici à 2024. Il était notamment rappelé qu'en 2018, les engrais biélorusses représentaient 32% de la manutention totale du port de Klaipėda.

ESTONIE

Energie

- Le gouvernement estonien a annoncé que l'Estonie soutenait l'objectif neutralité carbone 2050. Le 10 septembre, une étude commandée par le gouvernement précise qu'il est possible et potentiellement rentable d'atteindre la neutralité climatique en Estonie d'ici 2050 avec des investissements stratégiques pour tous les secteurs à long terme. Parallèlement à cette annonce, la commission ITRE du Parlement Européen a validé la candidature de Mme Kadri Simson comme Commissaire de l'UE pour l'énergie.
- A l'occasion de la rencontre entre les Ministres de l'énergie des pays baltes et des Etats-Unis le 6 octobre, le Ministre des affaires économiques et des infrastructures M. Taavi a défendu un approfondissement de la coopération régionale en matière d'énergie. Pour lui la transition énergétique nécessite des échanges de bonnes pratiques, connaissances et solutions technologiques entre les trois pays et les Etats-Unis. Les Ministres ont également signé un accord avec le représentant américain visant à protéger les grilles énergétiques de la région des cyberattaques, dans un contexte où les réseaux énergétiques baltes seront connectés au réseau européen d'ici 2025.
- Dans le contexte actuelle de baisse de compétitivité du mix énergétique estonien (suite à la hausse du prix des quotas carbones dans l'UE), l'entreprise Fermi Energia a commencé la rédaction d'une étude de préfaisabilité pour déterminer la possibilité de répondre aux besoins énergétiques de l'Estonie après un tour de table ayant permis de lever 260 000 EUR auprès d'un panel d'investisseurs.

Transport

- La compagnie d'aviation Finnair va ajouter des vols entre Tallinn et Helsinki, amenant le nombre de vols entre les deux capitales à 58 par semaines. Pendant l'été (18 juin au 9 août) l'entreprise diminuera ce nombre à 46. Cette augmentation permettra une meilleure connexion entre l'Estonie et l'Europe, l'Asie et les Etats-Unis. En plus de Tallinn, l'entreprise Finnair propose aussi des vols reliant Tartu – la deuxième ville du pays- à Helsinki six fois par semaine.
- La compagnie autrichienne Lauda ouvre des vols directs entre Tallinn et Vienne à partir d'avril 2019. Ces vols seront effectués trois fois par semaine avec un coût du billet démarrant à 20 EUR. Lauda est une filiale de Ryanair Holdings, l'entreprise sœur de Ryanair.

- Le gouvernement souhaite acquérir un nouveau ferry pour la ligne connectant l'île de Saaremaa au continent. Le Ministère des affaires économiques et des infrastructures prévoit ainsi une augmentation de 8.4 M EUR dans le budget consacré aux transports en 2019, totalisant 109,9 M EUR.
- L'entreprise Circle K Estonia souhaite installer des points de chargement dans les stations-services pour les véhicules électriques. Les consommateurs pourront charger leurs voitures à l'aide des applications Ionity et Circle K déjà utilisées en Suède et en Norvège. Les stations-services de Märjamaa et Häädemeeste seront d'abord équipées de deux chargeurs de 350 kW, et de six chargeurs plus rapides de 350 kW en 2022.

Infrastructures

- Le port de Tallinn confie la rénovation du terminal D à l'entreprise Nordecon AS pour 17 M EUR. Le terminal est utilisé par 6 M de passagers à l'année, alors que le premier terminal était construit pour accueillir moins de 3 M de passagers par an. Ce chantier de rénovation est partiellement financé via les *Connectivity Funds* de l'Union Européenne.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @[FranceEcoPoland](https://twitter.com/FranceEcoPoland)

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.